

# NOIR & ROUGE

CENTRE DE RECHERCHES  
SOCIALES  
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

• SUR BAKOUNINE 34

# Cahiers d'études

---

---

## Anarchistes - Communistes

---

---

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

---

### **L'AUTOGESTION EN ALGÉRIE**

---

*« Poser le problème capitaliste en termes purement économiques et ne pas voir la contradiction entre dirigeants et exécutants, c'est se condamner à faire du socialisme une recette de l'accumulation du capital et à perdre ainsi sa signification humaine. Le socialisme n'est pas seulement une certaine organisation de la production, c'est la récupération de la société par les individus qui la composent et leur libre épanouissement. Le socialisme ne se définit pas uniquement par la nationalisation des moyens de production, il se définit aussi et surtout par l'autogestion, solution véritable à la double contradiction de la propriété privée et de la séparation maîtrise-exécution. »*

(Programme du P.L.N. au congrès 1964. in Teillac op. cit. p. 48.)

#### QUELQUES MOTS D'INTRODUCTION

Au moment où nous entamons ce nouveau chapitre d'une étude sur l'autogestion il nous semble utile de faire une mise au point, c'est-à-dire de préciser ce que nous voulons tirer, ou, d'une manière plus générale, ce que des révolutionnaires peuvent tirer de l'expérience algérienne.

Lorsque nous étudions le système des kibboutzim (Noir et Rouge n° 23) nous pouvions assez facilement rester ce qu'il est convenu d'appeler objectifs. Lorsque nous parlions de la collectivisation pendant la révolution espagnole (ib. n° 30) un danger est apparu, celui de l'esprit de chapelle ; nous avons dû nous efforcer de ne pas considérer l'œuvre des camarades de la C.N.T. en elle seule, comme faisant d'emblée partie d'un intouchable patrimoine anarchiste, et nous avons voulu en faire la critique. Quand nous avons abordé le chapitre de la Yougoslavie (N° 31-32-33), c'est contre le réflexe inverse que nous avons dû lutter, en essayant de ne pas considérer l'autogestion yougoslave comme un pion dans le jeu de l'« adversaire » communiste-étatique, en essayant d'y voir la part d'expérience réelle des travailleurs.

Quand on parle de l'Algérie tous les dangers sont présents à la fois, surtout au moment où les dirigeants algériens ne sont pas précisément connus pour

leur amour de l'autogestion. Pourtant nous n'allons pas saluer l'autogestion algérienne comme le « fruit glorieux de la libération nationale » en mettant les difficultés sur le compte du néo-colonialisme ou sur celui de la réaction boumédieniste.

L'actualité et la proximité de l'expérience algérienne pourraient nous inciter aussi à nous laisser avaler par une tradition que nous ne considérons pas comme révolutionnaire et qui veut qu'en de telles occasions, l'« avant-garde » du prolétariat prodigue des conseils et des réprimandes, formule des impératifs tactiques, des appréciations de valeur, en fonction de critères théoriques admis une fois pour toutes, sauvegardés et inculqués par l'Organisation : soit que les militants aillent sur place inculquer leur « Que faire » révolutionnaire — c'est ce qu'ont fait les Pablistes, qui, suivant leur tactique, sont allés noyauter les organismes dirigeants de l'autogestion (1) —, soit que les conseils viennent de loin, comme ceux des trotskystes du groupe Lambert, par exemple, que leur soutien au M.N.A. de Messaïl Hadj pendant la guerre ne met évidemment pas en position facile. Ce n'est pas à nous, anarchistes, qui n'avons d'ailleurs jamais, dans le meilleur des cas, dépassé le stade d'un soutien individuel aux travailleurs algériens en lutte, de leur donner des directives.

Enfin, nous pourrions nous mettre à « revendiquer » l'autogestion algérienne en lui collant l'étiquette d'anarchiste : l'autogestion n'est-elle pas en effet depuis longtemps l'un des mots d'ordre du mouvement ouvrier, l'un de ceux qui ont été défendus par les anarchistes et qui s'est cristallisé dans leurs théories, alors que les révolutionnaires partisans de l'Etat l'oubliaient ou le défiguraient ? Le rapprochement a déjà été fait dans la presse bourgeoise : ainsi, J. Lacouture (*Monde* 9 mai 1963), voulant opposer une conception « égyptienne » du socialisme à une conception « algérienne », dit de façon tant soit peu méprisante pour nous : « Tout du côté égyptien vient d'en haut, comme l'eau du Nil des sources du Lac Bleu. Tout du côté algérien tend à partir d'en bas, comme naguère les groupes de maquisards. Au Caire, il faut plutôt parler de capitalisme d'Etat amendé par les coopératives et la participation des ouvriers aux profits de l'Entreprise. A Alger, on semble maintenant s'orienter, dans la fièvre et une sorte de fuite en avant, vers des formules du type anarcho-syndicaliste, qui ont connu jadis, de l'Ukraine à la Catalogne, des réalisations éphémères. »

Qu'il y ait un rapport entre autogestion et anarchisme n'est pas niable ; mais ce qui est plus intéressant, c'est de laisser de côté les constats d'auto-satisfaction. Trop souvent, les expériences d'autogestion sont réduites à une collection d'images d'Epinal, de justifications destinées à « illustrer » nos positions. C'est peut-être là un hommage à ces expériences, et une invitation à leur étude, mais ils ne faudrait pas que cette attitude stérilise la réalité ou ce que nous pouvons en connaître. C'est l'expérience elle-même, avec ses détails, ses problèmes, ses difficultés, son cadre, qui est intéressante, non une image simplifiée et appauvrie pour être orientée soit dans un sens orthodoxe (pour montrer qu'elle correspond au schéma idéal), soit dans le sens inverse (pour pouvoir la repousser au nom de ce même schéma).

Evidemment l'étude que nous essayons de faire sera aussi simplifiée, par manque de moyens, par manque d'informations, par manque de temps. Une étude qui se voudrait un peu complète sur l'autogestion devrait d'abord pratiquer une enquête générale sur le terrain destinée à établir, ou à rétablir un certain nombre de données statistiques minimum, qui aujourd'hui font défaut, ainsi

qu'à vérifier de près et dans des régions différentes, les conditions réelles de l'autogestion.

En fait, plus qu'une étude forcément incomplète sur l'autogestion en Algérie, nous voudrions envisager quelques points particuliers : par exemple, quelle a été la part de la spontanéité dans le démarrage de l'autogestion, et les conditions de développement au départ ? quelle est la part du contrôle de l'Etat, par quels mécanismes ouverts ou camouflés peut-il surveiller le secteur autogéré ? y a-t-il une volonté d'autogestion chez les travailleurs et quelle extension a-t-elle ? que représente l'autogestion pour eux, la voient-ils en contradiction avec l'Etat ou non ? Disons bien envisager tout cela, plutôt qu'y répondre catégoriquement. Enfin tirer, cette fois par rapport à nos positions d'anarchistes, quelques leçons provisoires de ce que nous savons.

## BIBLIOGRAPHIE

- Parmi les périodiques algériens, les plus intéressants sur la question sont :
  - Révolution et Travail (Organe central de l'U.G.T.A. Maison du Peuple, Alger)
  - Bulletin intérieur de l'autogestion.

Les revues « L'Algérie dans le monde » et surtout « Actualité et Documents » (qui est l'organe du ministère de l'orientation nationale), largement diffusées, sont beaucoup trop officielles pour être honnêtes. Même chose pour « El Moudjahid ».

- Pour les livres, on peut lire : — De la commission d'orientation du F.L.N., « Comprendre l'autogestion » Constantine 1963 — GUERIN D. « L'Algérie qui se cherche » Paris 1964, et « L'Algérie caporalisée » Paris 1965 — MARILL A. « L'expérience algérienne d'autogestion industrielle ; essai d'explication, perspectives, bilan, comparaison avec l'expérience yougoslave » Paris 1964 — TEILLAC J. « L'autogestion en Algérie » Paris 1965. Nous citerons les revues françaises en cours d'étude.

## PREMIERE PARTIE

### **Le développement de l'autogestion**

LES ORIGINES. — Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, quelques bandes d'hommes mal armés et mal équipés donnaient le signal de l'insurrection sur le territoire de trois « départements français ». Huit ans après, Ben Bella, l'un des neuf chefs historiques qui déclenchèrent la rébellion, présidait aux destinées d'un Etat en principe totalement souverain.

Mais l'indépendance avait été suivie d'une grave crise politique, provoquée par la désunion des dirigeants du G.P.R.A., désunion en partie masquée et contenue durant la guerre, et qui éclata au grand jour après le référendum d'autodétermination. Ben Bella, installé en Oranie, forme le groupe de Tlemcen, en opposition au gouvernement Ben Khedda, qui est lui-même une coalition d'éléments très divers. L'absence de tradition constitutionnelle permet à chaque clan de réclamer la représentation exclusive du pays, c'est-à-dire le monopole d'Etat. Le groupe de Tlemcen forme un « bureau politique du F.L.N. » de sa propre initiative, et, soutenu par l'A.N.P. (l'armée formée en Tunisie et au

Maroc, commandée par Boumédienne) prend le pouvoir en août, malgré une assez vive opposition des Willayas de l'intérieur. Des élections, le 20 septembre, amènent une relative stabilité, avec la constitution d'une assemblée et d'un gouvernement ; le Pouvoir est légitimé. Et on peut penser que, dans la mesure où Boumédienne était déjà là, c'est, jusqu'à aujourd'hui, le même pouvoir qui continue, simplement « épuré » d'éléments désormais inutiles ou encombrants.

Ces trois mois de troubles politiques renforcent la confusion économique née de la désagrégation rapide des structures coloniales. C'est un rappel banal que de dire que l'économie algérienne reposait tout entière sur le fait colonial : l'Algérie n'était qu'un marché pour les produits de la métropole, et une source de matières premières ; tous les rouages de l'économie étaient aux mains des européens. Juillet 1962 et la crise de l'été provoquent leur départ massif, l'économie algérienne ou ce qu'il en reste après des années de guerre, est laissée désorientée par rapport au nouvel état politique, sans techniciens, sans cadres. Dans les campagnes, le vide est quasi total, les domaines agricoles sont « vacants » ; dans les villes la situation est un peu moins mauvaise, malgré les destructions de l'O.A.S. qui ont ajouté à la crise, et les usines conservent pour la plupart une partie au moins de leurs cadres.

Dans l'administration, et surtout dans l'administration régionale, le désordre est complet : pas de préfets, pas d'assemblées régionales (comme les conseils généraux, et les délégations spéciales). Par contre, l'armée française reste encore, ainsi qu'un exécutif provisoire, aussi français. C'est dans ce vide économique et administratif de l'été 1962, et complètement à l'écart de la crise politique et des préoccupations des différents groupes que naît l'autogestion.

Avait-elle été prévue par les cadres du mouvement de libération ?

— Le Programme de Tripoli (juin 1962) s'occupe peu des structures industrielles, en égard à la prédominance agraire du pays ; il préconise par contre ce qu'il appelle une « révolution agraire », d'une part par la constitution d'exploitations viables, c'est-à-dire par l'expropriation pour les superficies dépassant un optimum fixé, et la redistribution aux paysans qui manquent de terre, d'autre part par le groupement des exploitants en coopératives de production. La possibilité de fermes pilotes d'Etat est envisagée, à la gestion et aux bénéfices desquelles participeraient les ouvriers qui y seraient employés. On peut voir là, si on veut, un embryon bien vague et bien ambigu de l'idée d'autogestion.

— De même le projet de programme présenté au C.N.R.A. par la Fédération de France du F.L.N. (mai 1962) demandait une « collectivisation des grands moyens de production » et à peu près les mêmes solutions concrètes que le programme de Tripoli, qu'il avait inspiré, avec en plus un projet d'I.N.R.A. (institut de réforme agraire) ; il demandait également la nationalisation du secteur tertiaire.

— Ferhat Abbas parle de « l'instauration d'une économie socialiste » sans autre précision. (Discours à l'assemblée nationale 26 septembre 1962.)

— Ben Bella est tout aussi vague : « une réforme agraire doit rendre la terre au peuple qui a combattu » (Discours d'Oued Mellégue à l'ALN. 19 avril 1962).

— Le 1<sup>er</sup> septembre, le meeting de l'U.G.T.A. revendique toujours l'application du programme de Tripoli (Discours du secrétaire national, in *Monde* 3 septembre 1962).

En fait, dès le départ des colons, qui abandonnent la terre en sabotant parfois un matériel qu'ils ne pouvaient emporter, les fellahs ont d'eux-mêmes pris en main la culture, pour assurer la rentrée de la récolte. Et il a bien fallu que joue un minimum d'organisation, une communauté et une solidarité de base. La spontanéité du mouvement a été reconnue officiellement ; on lui a même cherché des précédents historiques : « Ainsi cette gestion collective est l'aboutissement d'une mentalité collective naturelle que 130 années d'exploitation n'ont fait que renforcer et qui a mûri radicalement pendant les sept années et demi d'opposition révolutionnaire au colonialisme » (Comprendre l'autogestion p. 12). Plus réaliste, *Révolution et Travail* pose nettement le problème en éditorial : « Nous serions trop indulgents envers nous-mêmes si nous prétendions que cette prise en main avait été concertée, préparée depuis plus ou moins longtemps. Elle fut plutôt spontanée : la terre était là, il fallait la travailler... (les travailleurs) ont-ils été à la hauteur de leurs ambitions ? Le problème n'est pas là ; qui dans les circonstances aurait fait mieux ? » et *Révolution et Travail* ajoute cette ironique allusion à l'absence d'initiative d'un gouvernement : « Qui d'ailleurs pouvait opposer une quelconque alternative à l'action spontanée, à la création sur le tas des travailleurs ? Personne. Ou plutôt si : L'exécutif provisoire créa un bureau à la protection et à la gestion des biens vacants, et lança un appel aux colons de revenir ! ».

Après cette brillante initiative de l'Exécutif provisoire (français), une Ordonnance du 24 août 1962, prise par Ben Bella, qui n'est pourtant pas encore président, donne une première caution à l'autogestion ; le ton reste très prudent, puisque l'ordonnance dit vouloir « assurer l'utilisation et l'exploitation normale... dans le respect de la personne et des biens ». A la même date, Ben Bella et son « bureau politique » sont dans une passe difficile : les wilaya III (Kabylie) et IV (Algérois) publient une déclaration commune critiquant les décisions qu'il a prises en ce qui concerne la reconversion de l'A.L.N. ; Boudiaf démissionne du bureau politique ; les élections prévues pour le 2 septembre sont ajournées. On a l'impression que le bureau politique a voulu, par son ordonnance, acquérir un soutien populaire en légalisant une pratique qu'il ne contrôlait pas.

Pendant ce temps, les incidents se multiplient entre paysans et responsables officiels : terres occupées, meules et granges de gros propriétaires incendiées. Les fellahs paraissent peu se soucier du « respect des biens » exigé par l'Ordonnance du 24 août. Deux exemples sont frappants ; pour la région de Sétif, les plateaux de l'ouest constantinois : — A Coligny, un riche agriculteur musulman avait pris à bail le domaine d'un européen qui partait, en lui rachetant son matériel agricole ; le propriétaire français passait la main, en quelque sorte, au propriétaire algérien. Lorsque celui-ci commence le travail, les habitants du village lui font savoir qu'ils considèrent comme injuste qu'il mette seul ce domaine en exploitation, et lui demandent d'en céder une partie aux fellahs, aux paysans sans terre. Il refuse. La nuit, ses meules sont incendiées et sa récolte perdue. — A Mesloug, même cas. Cette fois-ci, le sous-préfet de Sétif se déplace pour mettre en possession le propriétaire algérien, et il prend la précaution de se faire accompagner par un officier de l'A.L.N. Ils trouvent sur leur chemin une centaine de fellahs qui leur disent : « Qu'est-ce que vous venez faire ici ? C'est notre terre. Nous n'avons ni fusil ni mitrailleuse, mais si vous voulez la terre, tuez-nous. » (Rapporté par M. Goué, in *Monde* 23 octobre 1962.) Généralement, les fellahs demandent qu'on loue la terre à un groupe d'entre eux, qui

la cultiveront ensemble, cette prise à bail donnant une couverture juridique à leur prise de possession collective.

Le 5 octobre, Ben Bella, devenu président de la république algérienne, prononce un discours où il annonce la « campagne des labours » : les terres abandonnées pendant la guerre vont être livrées aux fellahs, qui assureront in extremis les labours ; les fellahs seront contrôlés par des commissions nommées par les préfets ; mais les fellahs forment leurs propres comités. Et le 22 octobre, une Ordonnance reconnaît les comités de gestion pour l'agriculture ; le 23 novembre les comités des entreprises industrielles, d'ailleurs moins nombreux, sont reconnus à leur tour.

La campagne des labours montre que ces comités peuvent assurer l'exploitation et le fonctionnement des « biens vacants ». D'autre part, l'évolution de la situation globale rend illusoire le retour des exploitants ou des cadres européens ; l'U.G.T.A. (union générale des travailleurs algériens) se développe, et ses nettes prises de position en faveur du « secteur socialiste » et de l'autogestion amènent le gouvernement à choisir l'autogestion, semble-t-il, comme un moindre mal. C'est du moins l'opinion de J. Teillac « Le printemps 1963 est le printemps de l'autogestion. On y voit plus clair : les Français partis ne reviendront pas ; l'Algérie sera socialiste ; le maintien de l'autogestion semble un moindre mal. Un moindre mal, parce qu'il serait pire de déposséder les comités, parce que seuls les anciens ouvriers, en l'absence des cadres, paraissent à même de faire marcher les entreprises, un moindre mal enfin parce que, le ciel aidant, les récoltes n'ont pas déçu. » (L'autogestion en Algérie, Paris 1965.)

Un passage du discours de Ben Bella du 9 mars 1962 donne comme un écho de ces hésitations gouvernementales : « Deux solutions se présentaient : fallait-il confier la gestion des biens vacants à l'Etat ? Fallait-il la confier aux travailleurs ? En fait, il n'y avait aucune hésitation possible. Le principe de l'autogestion des entreprises par leurs travailleurs était déjà inscrit dans la réalité de la révolution algérienne par l'action spontanée et consciente des masses laborieuses. » (in Comprendre l'autogestion, p. 40). Et on peut en même temps se demander si l'Etat algérien, alors en pleine pagaille, était bien capable d'assurer la gestion des biens vacants. C'est ce vide, ce désordre politique qui a justement permis à « l'action spontanée des masses laborieuses » de se développer sans trop d'obstacles.

Et le gouvernement, mis devant le fait accompli, entérine, puis réglemente ; c'est l'objet des décrets des 22 et 28 mars 1963 qui donnent un cadre et des tuteurs à l'autogestion. Avec la consécration officielle vient le contrôle de l'Etat.

(A suivre.)

SABADELL.

(1) Trotakystes du groupe de Raptis dit Pablo, ancien leader de la IV<sup>e</sup> Internationale, ex-conseiller de Ben Bella pour l'autogestion ; il faut dire à leur décharge qu'il est plus facile de noyauter des bureaux, pour des militants venant de France, que de s'intégrer à une ferme autogérée.

#### ERRATUM

Dans le n° 33, page 12, à la 6<sup>e</sup> ligne, il faut lire 15 ans au lieu de 5.

Mise en vente courant septembre

## ERNESTAN

PAGES CHOISIES

- 1 — VALEUR DE LA LIBERTE
- 2 — LE SOCIALISME CONTRE L'AUTORITE
- 3 — SOCIALISME ET HUMANISME

Prix : 8 F — Franco 9 F

# LA FOI ANARCHISTE

*Nous avons reçu du camarade Giovanni Baldelli l'article suivant qu'il a écrit directement en français. Nous l'avons trouvé intéressant et nous le publions intégralement avec un essai de réponse qui ne prétend pas clore le débat.*

Vernon Richards nous informait récemment dans son livre sur Malatesta que les auteurs des dernières histoires de l'anarchisme sont tous d'accord avec George Woodcock pour nous dire que l'anarchisme est mort : ce qui signifie, je pense, que l'anarchisme n'a pas d'avenir. En effet, les événements de ces dernières décades et les transformations sociales en cours ne laissent pas prévoir que l'anarchisme devienne bientôt une réalité historique, tandis qu'au début du siècle, et encore au temps de la révolution espagnole, les anarchistes étaient à tout le moins une force avec laquelle il fallait compter. Même alors, cependant, était-il vraiment possible de penser sérieusement à une anarchie triomphante ? Les idées et les modes d'organisation sociale qu'elle inspire ou qu'elle explique, sont comme les espèces zoologiques dans le cadre de l'évolution. Or, si la suprématie de l'homme semble établie parmi celles-ci, il faudrait, pour qu'une idée s'affirme souveraine, qu'elle eût ce caractère impérialiste et cette haine de toute diversité qui sont la négation de l'esprit anarchiste bien compris.

On ne peut, par ailleurs, parler d'une faillite de l'anarchisme que si l'on part d'une philosophie de succès et l'on est décidé à ne point en sortir. Qui veut le succès aurait mal fait d'être anarchiste. Cet anarchiste aussi serait très tiède qui réglerait son zèle selon les possibilités et les probabilités de victoire. La vérité de l'anarchisme n'est pas un théorème à prouver à force de démonstration et de coups de bâton. Ce n'est pas un axiome non plus, ni même un postulat. L'anarchisme est une foi : une foi, cependant, qui ne repose sur aucun texte sacré.

Où donc l'anarchiste puise-t-il sa foi, et avec quoi la nourrit-il ? Mais surtout, et avant tout, de l'expérience immédiate de sa liberté intime. Il a une volonté, et cette volonté est ce qu'il a de plus sien. Détruisez-là, ôtez la conscience de son premier mouvement, et la vie n'a plus de signification. Autant vaudrait être un autre ou n'être personne ; autant vaudrait ne point exister. Il y a quelque chose de divin, c'est-à-dire d'illimité, dans la liberté intérieure qui s'offre à l'autodéfinition du moi. Cela se comprend, car le sens de cette liberté intérieure est une prise de conscience du potentiel. A moi ensuite de trancher dans celui-ci, de me choisir et de me pétrir une forme dont les confins seront ma naissance et ma mort, mais que personne ne me refuse maintenant le plaisir de contempler, de connaître, et même de toucher, les mille créatures que je pourrais devenir. Que personne surtout ne me parle d'impossible quand ma perception du potentiel est si claire et que je lui ai voué ma loyauté.

Que si quelqu'un vient m'en parler, que s'il vient me prouver que le réel se définit par l'exclusion de l'impossible, si pour mieux me convaincre il pose des obstacles à ma volonté, s'il la châtie et l'humilie, s'il la refoule et l'écrase d'un tel poids qu'elle ne puisse plus se relever, je le hairai alors sans mesure et sans merci. Qu'il cherche ensuite à me consoler, à me raisonner, qu'il me dise que le bon sens, la philosophie, la logique, la science, l'histoire, le bon dieu et tout le fourbi sont avec lui, je saurai, moi, qu'il est mon ennemi et que tous



ses alliés le sont aussi. Il pourra même me convaincre ; je veux dire qu'il pourra m'obliger à lui donner raison, à avouer ma défaite, mais qu'il me laisse tant soit peu respirer, qu'il ôte un peu de ce poids pour que ma volonté puisse tant soit peu se tourner de l'autre côté, et je serai plus que jamais persuadé qu'il a tort, qu'il m'a fait mal et que dans son entêtement à vouloir écraser ma volonté il ne veut et ne peut vouloir que mon mal.

Voilà : la foi a son fondement naturel dans la volonté de vivre et dans le besoin, je ne dirai pas de justifier cette volonté, de lui trouver une signification, mais plutôt de la chanter, de proclamer l'amour qu'on lui porte. Il y a mensonge, hypocrisie, subterfuge ou compromis chez l'homme qui dit n'avoir pas de foi et qui pourtant continue à vivre. A moins qu'il n'ait cessé d'être homme et qu'il ne se reconnaisse et ne se retrouve que par fragments détachés, dans le retour de certains gestes, de certaines fonctions, de certaines phrases et de certaines sensations.

La foi en soi-même, qui est une sorte de fidélité, l'amour de la liberté intérieure, et la haine de tout ce qui tend à briser la volonté individuelle, ne suffisent pas cependant à faire d'un homme un anarchiste. L'anarchiste est celui qui trouve que la liberté est bonne et que la répression est mauvaise, non seulement en ce qui le concerne, mais d'une façon absolue. L'anarchiste érige la liberté en principe. Peu importe ce qui le pousse à cette hardiesse. Ce peut être un éblouissement de la raison ou bien une intuition profonde de l'unité humaine. Dans le domaine du vital, les causes et les origines n'intéressent que dans la mesure où elles sont incorporées à l'effet et où les finalités leur sont immanentes. Irons-nous arracher un arbre, dont les fruits sont notre nourriture, pour découvrir le travail des racines ?

La foi est toute irrationnelle, ce qui n'empêche que l'anarchiste ait foi en la raison. Non pas en la toute-puissance de la raison, ce qui serait à la fois un leurre et un esclavage, mais en la raison en tant que sa présence fait partie intégrante de la nature humaine, et en tant que son action peut être bienfaisante. Aussi toute parenté entre l'anarchisme et l'absurde n'est que superficielle et trompeuse. Le monde ne nous parait absurde que parce que notre raison l'a jugé tel, et ce jugement n'a de valeur qu'en tant que nous faisons confiance à la raison. Le partisan de l'absurde, cependant, se prévaut de l'absurdité de l'univers pour humilier, dérouter et paralyser la raison. S'il est absurde de croire à la raison, il l'est bien encore plus de croire à l'absurde. L'absurde est l'ennemi de la raison ; s'il est bon pour la raison de le découvrir, il est mal de capituler devant lui. De l'absurde au cynisme, il n'y a qu'un pas : on peut faire de la raison tout ce qu'on veut ; ce qui est très vrai, mais à condition qu'on ait décidé d'avance que la raison est un instrument. On peut s'en servir comme d'une putain ; on peut, à l'autre extrême, la servir comme une reine. On peut aussi, plus simplement, la respecter et l'aimer comme une sœur.

Quant à l'intuition de l'unité humaine, il est aisé de rappeler maintes expériences qui lui donnent le démenti. Il suffit de noter que l'adjectif « inhumain » s'applique presque exclusivement à ce qui vient de l'homme. Encore l'appliquât-on seulement à certaines manifestations qui relèvent de la parenté de l'homme avec d'autres animaux. Mais non, il est applicable surtout à ces traits que l'homme emprunte à la machine, cet esclave parfait, sans souffrance et sans désir, sans grâce et sans pitié. N'importe : l'anarchiste continuera à croire à

l'unité humaine parce que dans chaque homme qu'il rencontre, il lui est possible de voir la forme extérieure de ce qu'il est lui-même intérieurement. Disons plutôt : c'est parce qu'il peut ainsi se voir en chaque homme qu'il croit à l'unité humaine. Son anarchisme est de faire une réalité sociale de ce qui n'est qu'intuition et donnée de nature. Voilà le psychanalyste qui sourit d'un air entendu : la foi de l'anarchiste n'est qu'un besoin d'amour. A part le « ne que », il a raison. Pourquoi s'en cacher ? Mais aussi bien qu'un besoin d'être aimé, cette foi est un besoin d'aimer. Amour étrange, incommensurablement petit devant son objet, et qui pourtant, à chaque épreuve, trouve son objet trop petit. C'est que cet amour est du domaine du potentiel et que s'il devait se satisfaire de la réalité il perdrait à la fois son dynamisme et son caractère sacré. Il perdrait aussi son caractère moral. Car il en a un. C'est une espèce d'impératif catégorique. C'est une logique de l'être. L'anarchiste s'aime et s'estime lui-même et ne peut donc qu'aimer et estimer ses semblables. Le mépris des hommes, ce dégoût de la substance humaine qui occupe tant de place dans la littérature et la vie d'aujourd'hui, dérive d'un mépris de soi-même, d'un dégoût de sa propre substance. Le dégoût pousse à la destruction de ce qui dégoûte, et pour des raisons évidentes, cette opération s'exerce « in corpore vili ». L'anarchisme est un besoin d'amour, si vous voulez ; il est aussi, plus simplement, un besoin de pureté.

On perd la foi et puis on en trouve les raisons. Ne disions-nous pas tout à l'heure qu'on peut se servir de la raison pour toute chose ? On trouve que la foi manque de fondement objectif. Comme si la foi n'était pas toute subjective, et comme si elle pouvait jamais naître si ce fondement n'était sa matrice. On croit précisément parce que ce à quoi l'on croit n'est pas là, parce que ce n'est pas quelque chose qu'on puisse voir et toucher ou sur quoi l'on serait tous d'accord. Aussi parce que l'homme est sujet et ne pourrait se résigner à vivre dans un monde tout d'objets. Personne n'a jamais vu le paradis. Mais des chrétiens ont vécu et d'autres sont morts martyrs, pour qui le paradis était tout aussi vrai que la terre sur laquelle ils marchaient. Allez dire cela à qui vient de perdre une personne bien aimée. Il ne croira pas à ce fait qui pour vous est incontestable, voire scientifique. Pour lui il est incontestable que cette personne vit encore, comme elle vit en effet, dans ses pensées, et il continue de vivre lui-même en fonction de cette présence du disparu.

La société idéale anarchiste, où tout le monde fait ce qu'il veut sans que jamais aucun ne fasse violence à la volonté d'autrui, est chose qu'on n'a jamais vue, chose, pour ne pas dire impossible, vastement improbable. Mais elle mérite la peine d'être voulue. Puisqu'il faut bien vivre pour quelque chose, pourquoi ne vivrait-on pas pour elle ? On peut vivre pour bien pire, pour des idéaux et des buts qui, tout en étant plus limités et immédiats, n'en sont pas moins improbables. Enfin, comme tout bon existentialiste nous le rappelle, il y a un échec à la fin de toute vie, de toute chose. Echec pour échec, autant vaut choisir la plus belle et la plus grande entreprise.

Anarchisme : utopisme ? Oui, dans le sens que l'anarchiste porte en lui quelque chose qui n'est pas de ce monde, quelque chose d'insoumis à la rigueur et à la futilité du temps. Non, si par utopisme on entend une morphose du sens moral ou une paresse de la pensée. L'anarchiste est volontaire ou n'est point. Pour lui, libertaire, il ne saurait être question de nécessité ou de fatalité. Pour cela il déteste le marxisme, surtout quand celui-ci lui dit que la fleur d'acier

de l'Etat s'étiolera aussi vite que se terminera sa fonction. L'histoire, pour le marxiste, est un dieu qui, au lieu de se tenir aux cieux, s'incarne en des gens qui ne ressemblent en rien à Jésus-Christ et qui séparent le blé de la paille ici-bas au fur et à mesure qu'ils leur tombent sous la main. Le marxisme est une sorte de prédestination. Son enseignement n'est guère édifiant : sauvez-vous du bateau capitaliste qui sombre ; mettez-vous du côté auquel la victoire est assurée. Sans parler de sa prétention scientifique, comme si l'histoire était une science et n'était pas au contraire ce qui n'est jamais le même, domaine du précaire et de l'imprévu.

Sorel parlait du mythe de la grève générale. Un mythe est une histoire qui fait ressortir l'importance d'une vie ou d'un événement en lui donnant des proportions cosmiques ou qui en tout cas dépassent l'individu. Aussi le mythe est un rôle que tout croyant apprend et se répète, car il s'agit de bien le jouer. Sa vie n'a guère d'autre but. Le croyant est toujours croyant, que son mythe soit la crucifixion de l'homme-dieu ou la révolution prolétarienne. Le chrétien dit ses prières et le prolétaire lit son journal avec la même dévotion. Les slogans remplacent les prières. Il y a même toute une hypocrisie de la haine révolutionnaire comme il y en a une de l'amour chrétien. Cela est si vrai que quand la foi est morte on en veut au moins un simulacre et que devant une foi qui brûle, on éprouve un sentiment de honte, une peur de révéler que rien ne nous consume.

On s'est souvent demandé si le pape et toute la haute hiérarchie catholique croient vraiment à ce qu'ils enseignent ou si, tout en en tirant des bénéfices, ils ne l'enseignent que par une sorte de pitié pour les masses ignorantes. On pourrait se poser une question semblable à l'égard des élites révolutionnaires. Elles parlent trop souvent des masses pour qu'elles ne s'en sentent pas détachées. La religion est nécessaire pour gouverner les peuples, nous disait ce renard de Voltaire ; aussi le mythe de la révolution l'est-il pour contrôler les masses. Il s'ensuit que l'anarchiste révolutionnaire est un simple croyant, dupe comme les autres, ou qu'il est dans le jeu des élites. A moins que, bien averti, il ne regarde l'exploitation de la foi comme plus abominable que l'exploitation économique.

La révolution n'est pas indispensable à la foi anarchiste, mais plus un individu ou un peuple est bafoué, humilié, écrasé, nié dans ses besoins et ses volontés les plus élémentaires, plus elle lui est nécessaire. La révolution est pour lui alors apocalypse et parousie, la manifestation de la vérité de sa foi, de la bonté de la nature humaine et de la raison souveraine des passions. Aussi les révolutions sont-elles des miracles, et les miracles sont la récompense qu'octroie la grâce à la foi. Les révolutions ne se préparent pas ; il n'y a que leur exploitation qui se prépare. Une révolution préparée est une imposture comme l'est tout miracle engoncé. Cela dit beaucoup sur la pureté de cœur de l'anarchiste, qu'il croit encore à la spontanéité des masses, c'est-à-dire à la révolution miracle. L'autre révolution, la scientifique, manipulée d'en haut et de loin, avec ses équipes de professionnels et de techniciens, avec sa police et son inquisition, a montré son vrai visage dans le modèle bolchevique. L'anarchiste qui voudrait en répéter l'expérience n'est pas digne de ce nom.

Certes, l'expérience russe, et en particulier cette troisième révolution écrasée dans le sang, dont Kronstadt ne fut qu'un épisode, ont délivré un coup très dur à la foi anarchiste. Mais elles ont servi d'autre part à purifier l'idée anarchiste d'importants éléments qui lui étaient étrangers. Quelle est l'idée qui naisse or

pur ? Il se pourrait, après tout, que la révolution ne soit que gangue et minéral, que l'anarchie ait besoin de tout autre accoucheuse. Pour l'anarchiste, le mal par excellence est de vouloir soumettre la volonté d'autrui à la sienne. Toute tentative d'établir l'anarchie par des méthodes bolchevistes renforce donc le mal qu'il voudrait abolir. La foi, comme le style, est une longue patience. Une longue impatience aussi. Sans les deux la foi est mensongère, car sans patience elle serait méfiance et sans impatience elle serait indifférence.

Revenons à nos moutons, c'est-à-dire à George Woodcock et à ces auteurs de toutes les histoires de l'anarchisme publiées récemment qui nous déclarent d'une voix unanime que « l'anarchisme est mort ». On se demande si pour eux il a jamais été vivant, et s'ils l'ont jamais rencontré hors des bibliothèques et des archives. Si oui, ils ne peuvent avoir manqué de remarquer que ce n'est autre chose que la foi qui le tenait vivant. Que si cette foi est morte en eux-mêmes, il n'y a rien d'admirable à en exposer le cadavre. Il suffit d'un seul homme de foi pour qu'une idée reste vivante. Les anarchistes se comptent encore par milliers et il en pousse encore de tout jeunes dans les lieux les plus inattendus. Mais, même sans cela est-ce que la foi a besoin du nombre ? Elle créera le nombre, si besoin en est. Ceux-là seuls ont besoin du nombre à qui la foi fait défaut. Sans compter que le nombre vient de l'esprit grégaire, du désir de commander, et de celui d'obéir : trois choses que l'anarchisme répudie.

Giovanni BALDELLI

---

## LA RAISON ANARCHISTE

---

*L'article de Baldelli pose un certain nombre de questions très intéressantes, en même temps que très intimes et profondément ancrées au fond de nous. Il y a celles qu'il énonce lui-même. Il y a celles qui découlent indirectement de son argumentation. Il y a aussi un paradoxe très fréquent dans la forme, moins apparent dans l'idée et que nous relevons tout d'abord dans le titre.*

*En effet, y a-t-il compatibilité entre foi et anarchisme ? Faut-il s'en tenir uniquement au problème apparent que soulève le rapprochement de ces deux mots ? N'est-ce pas le mal poser que de s'y tenir ?*

*Mais tout d'abord qu'entendons-nous par foi ? Nous pouvons sans doute accepter la définition donnée par le Dictionnaire Rationaliste (éditions Rationalistes) : « adhésion à une croyance dont on admet la vérité sans démonstration, par conviction intime... On peut avoir foi en toutes sortes de dogmes, mais c'est à l'occasion des croyances religieuses que la foi se manifeste avec le plus de violence et d'intransigeance ».*

*On pourrait sans doute contester le bilan des violences et des intransigeances religieuses, les comparer à d'autres plus politiques, mais là n'est pas notre propos. Nous retenons donc seulement que la foi est reliée au dogme, au sentiment, à la volonté, qu'elle s'oppose à la raison, à la conscience.*

*Nous pouvons donc maintenant aborder le problème et situer notre position. On serait ainsi tenté de faire dans la forme un même paradoxe : un rationalisme*

*anarchiste ou anarchique ! Mais plus sérieusement, nous écrirons plutôt que l'on garde pour ce qui concerne les méthodes d'approche une optique scientifique ainsi que nous avons essayé de le dire dans le n° 33. Mais ceci ne doit pas exclure la part sentimentale de la vie, les formes merveilleuses de l'imagination. L'essentiel est de ne pas mélanger les genres. Et, face à des urgences, pourquoi ne pas extrapoler largement et consciemment pour répondre à notre volonté d'agir, à la nécessité présente, à notre impatience. La vie en société n'a rien de semblable au calme d'un laboratoire, bien que l'organisation d'un laboratoire soit à l'image de la société.*

*Mais il est souvent bien hasardeux de faire des comparaisons. Et lorsque Baldelli compare le mode d'organisation des idées à celui des espèces zoologiques, il est bien probable qu'il ne fait que prêter des intentions. C'est donner la parole aux animaux, c'est déjà inclure le merveilleux dans un raisonnement pour faire ensuite une déduction logique. Alors les animaux ne sont peut-être pas impérialistes ; ils sont. Leur lutte pour la vie, la loi de la jungle est notre lutte pour le succès, c'est-à-dire une caractéristique de la société capitaliste.*

*De la même façon, nous n'avons pas pour but de construire une philosophie du succès et peut-être même pas de philosophie du tout. Nous ne proposons pas de remède, qu'il se nomme vérité, théorème ou foi. Nous ne cherchons pas à persuader, mais à convaincre. Cela peut paraître un excès de prudence, une faille dans l'anarchisme, mais mieux vaut sans doute le risque de se tromper que de servir un dogme, fût-il anarchiste.*

*Mais alors qu'allons-nous faire de notre volonté ? Car l'homme sans foi n'est pas homme sans volonté. La « sagesse populaire » dit sans foi, ni loi, c'est-à-dire le bandit. On dit aussi ni Dieu, ni maître. Il nous reste donc la volonté de préserver l'infinie richesse de l'individu, tout en nuances et en facettes. Il nous reste aussi l'objective raison d'accepter les limites de notre volonté. Et qu'y aurait-il ici d'hypocrite à s'avouer inachevé, en évolution, tendant vers un anarchisme qui n'est peut-être pas encore élaboré ? On ne peut être obligé de toujours répondre, sous peine de confusionisme.*

*La difficulté est sans doute de ne pouvoir adapter à l'homme et à sa société des concepts et des schémas d'une rigueur toute théorique. Et nous dirons tant mieux en espérant voir là de nombreuses ressources.*

*Mais on peut être déçu et vouloir une réalité sociale plus docile à l'analyse. L'intuition est alors d'un tentant et précieux secours. On trouve aussi « l'unité humaine », des données « naturelles ». En fait, on croit voir de telle façon, on construit les faits à sa mesure tel qu'on les imagine.*

*Il est bien évident alors que « la foi manque de fondement objectif ». Et il ne peut en être autrement. On ne peut croire qu'à l'impossible, car pour ce qui est du possible, il suffit de raisonner et d'expérimenter. Ainsi dans le contexte présent, il y aurait : le rêve, c'est-à-dire la société anarchiste telle qu'elle sera ou qu'on voudrait qu'elle soit (mais est-il indispensable de croire à la société anarchiste pour être anarchiste), et la réalité, c'est-à-dire un milieu donné qui évolue grâce à de multiples tentatives et dont on ne peut prévoir les aboutissements.*

*Ainsi nous voyons bien encore pointer ici notre faiblesse. C'est que nous n'avons pas de réponse décisive à donner. La haine de la classe possédante, le mythe de la révolution permettent mieux de fixer les volontés et là n'est pas*

notre intention. Il reste aussi l'alternative de « la spontanéité ou de la révolution manipulée scientifiquement ». Mais nous pensons pouvoir refuser de nous y laisser enfermer et travailler dès maintenant à informer, donner des méthodes de travail, développer l'esprit critique et de saines habitudes mentales, définir des méthodes de gestion, etc., sans négliger pour autant de participer à des actions plus décisives.

Nous voici donc loin des archives et nous pensons en pleine réalité. Pour ce qui est du nombre, il ne s'agit ni de recruter, ni de faire recette, mais plutôt de construire l'anarchisme, c'est-à-dire défaire pour refaire.

Mais alors pouvons-nous affirmer que nous sommes anarchistes sans y croire, faire notre travail de militant et trouver là, entre autres, une raison suffisante de vivre, sans être impatient, sans se préoccuper trop des résultats immédiats, sans faire de l'activisme. Ce n'est certes pas se faire mensonge à soi-même, ni faire de compromis que de ne pas se faire d'illusion, que de ne pas avoir cette confiance aveugle en soi qu'exige sans doute la foi, que de ne pas croire obligatoirement au miracle de la révolution et de rester malgré tout un homme, peut-être un peu décevant, trop près de la réalité, fortement poussé par sa raison anarchiste.

Claude MARTIN.

---

## LE SERVICE DE DEFENSE

Parmi les jeunes gens recensés cette année, deux sur quatre seront appelés à effectuer leur service militaire. Ceci est une des conséquences de la réforme des institutions militaires et de la fabrication d'un armement nucléaire. Et c'est ainsi que se trouve rognée une parmi d'autres prétendues « valeurs républicaines », à savoir l'égalité devant l'impôt du sang. (Quant à nous, nous sommes contre cet impôt, même s'il est égalitaire !) La loi-programme d'armement prévoit pour 1965-1970 la priorité aux armements et ceci sans trop de bruit, pudiquement étouffée sous les discours sociaux et les vœux pieux et sentimentaux de la campagne électorale. C'est la témérité opposée à la cohérence politique et une fois de plus les lendemains d'élections dévoilent les aspects de plus en plus réactionnaires de l'Etat au fur et à mesure qu'il se consolide. La venue de Michel Debré au gouvernement ne promet peut-être pas de beaux jours à nos joyeux et futurs encasernés.

Les objecteurs de conscience savent de quoi nous parlons. Après l'adoption par la Chambre des députés d'un statut pour le moins ambigu et insuffisant, mais qu'il était difficile de refuser à la place de ceux qui étaient en prison ou en exil, la lutte continuait pour les « anciens », commençait pour les nouveaux. Après le séjour au camp de Brignoles et les démêlés avec la discipline militaire et les CRS, la lutte continuait encore mais cette fois d'individuelle devenait collective.

Actuellement la mise en permission des objecteurs ne permet pas forcément d'améliorer leur situation. On peut y voir par exemple une manœuvre supplémentaire destinée à les disperser et à étouffer ainsi un mouvement naissant.

Pour ceux qui ne refusent pas l'armée pour des raisons ou des croyances

diverses les perspectives ne sont pas plus encourageantes. Une commission étudie et précise actuellement les modalités d'application (à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1966) de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 qui concerne l'organisation de la défense nationale. (Nous avons diffusé, sans notre signature, afin de pouvoir élargir la diffusion, en 1964 un texte qui présentait les extraits qui nous avaient parus les plus « intéressants ». Nous reprenons aujourd'hui la question en y ajoutant quelques compléments.)

*Historique* : « Les principes de ce système ont été posés dès 1959, dans la fameuse ordonnance sur l'organisation de la défense du 7 janvier de cette année, malheureusement trop peu connue de nos concitoyens, peut-être parce qu'elle était noyée au milieu de 700 autres textes qui ont vu le jour à la même époque.

La notion de « service national » a fait sa première apparition dans un rapport sur un projet de loi présenté à l'Assemblée nationale en 1947.

L'idée était relancée en 1948. On en a précisé déjà le contenu car une commission d'études fut réunie par le Président du Conseil d'alors et elle discuta de la nature du service national : serait-il uniquement militaire ou comporterait-il un service civil ? On ne put se mettre d'accord.

L'étude du problème fut reprise en 1955 par des commissions créées au sein du secrétariat permanent de la Défense nationale. Là, c'est devenu plus sérieux. Notons que fin 1955, avant les élections de 1956, Pinay et certains membres du groupe des indépendants lancèrent l'idée d'une réforme du service... qui devrait être réduit à 6 mois et complété par un service civil.

En 1957, la commission qui travaillait dépose un projet de loi et c'est ce dernier qui sera repris et adopté par l'ordonnance du 7 janvier 1959.

Les principes qui l'ont inspirée n'ont pas été écrits. Ils ont simplement été présentés par Jacques Soustelle, le « républicain bien connu » qui les a exposés lorsqu'il était ministre de l'Information le 30 décembre 1958. »

Robert BOUVIER, vice-président de la FORR  
(Fédération des Officiers de Réserve Républicains).

C'est l'application de la théorie de la guerre subversive élaborée par le colonel Lacheroy, du service d'action psychologique, sous la direction du ministre des Armées d'alors, Chaban Delmas (pour plus de détails, lire « La guerre moderne », par Roger Trinquier, éd. La Table Ronde).

#### *Le service national de défense*

*Organisation générale — Ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959*

*Art. 1<sup>er</sup>. — La défense a pour objet d'assurer en tout temps, en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agression, la sécurité et l'intégrité du territoire, ainsi que la vie de la population.*

On notera la classique notion de défense en opposition à celle d'agression. Et comme on le sait « la meilleure des défenses, c'est l'attaque ». Mais ici la définition est très large « en toutes circonstances », même en temps de paix, d'autant plus que la paix n'existe pas vraiment, la guerre est permanente, et toute agitation sociale considérée comme une manœuvre de l'ennemi, des rouges. Notons aussi l'échelle des valeurs : le territoire, ce splendide hexagone, passe avant la vie de ses habitants.

*Art. 3. — La mobilisation générale met en œuvre l'ensemble des mesures de défense déjà préparées.*

*La mise en garde consiste en certaines mesures propres à assurer la liberté d'action du gouvernement, à diminuer la vulnérabilité des populations ou des équipements principaux et à garantir la sécurité des opérations de mobilisation ou de mise en œuvre des forces militaires.*

La mobilisation comprend les mesures et les ordres éprouvés lors des conflits précédents. On en connaît les résultats. L'expérience fut douloureuse. La vie des habitants vient, encore une fois, au second plan des préoccupations. Le gouvernement a, dans ces conditions :

*Art. 5 — a — Le droit de requérir les personnes, les biens et les services ; — b — Le droit de soumettre à contrôle et à répartition, etc., les ressources en énergie, matières premières, produits industriels et produits nécessaires au ravitaillement et, à cet effet, d'imposer aux personnes physiques ou morales en leurs biens, les sujétions indispensables.*

*Art. 6. — En cas de menace portant notamment sur une partie du territoire, sur un secteur de la vie nationale ou sur une fraction de la population, des décrets pris en conseil des ministres peuvent ouvrir au gouvernement tout ou partie des droits définis à l'article précédent.*

Cet extrait est à la fois suffisamment clair et suffisamment ambigu pour que nous ne nous étendions pas plus longuement. Il y a de très nettes tendances autoritaires et arbitraires, surtout si l'on se souvient que les préfets ont maintenant des pouvoirs de plus en plus accrus.

Le blocus est prévu en cas de grève prolongée dans une région déterminée. Les mesures anti-révolutionnaires sont en place.

*De l'organisation territoriale et opérationnelle de la défense :*

*Art. 23. — La coordination des efforts militaires de défense et le commandement des troupes en vue de leur mise en condition et de leur emploi local, s'exercent dans le cadre de zones correspondant à plusieurs régions, subdivisions ou secteurs militaires, maritimes ou aériens.*

*Dans chaque zone, un haut fonctionnaire civil détient les pouvoirs nécessaires au contrôle des efforts non militaires prescrits en vue de la défense, au respect des priorités et à la réalisation des aides réciproques entre services civils et militaires, en vue de la défense civile et de la sécurité intérieure du territoire.*

*De l'emploi des personnes et des ressources*

**Art. 25. — SONT ASSUJETTIS AU SERVICE NATIONAL DE DIX-HUIT A SOIXANTE ANS LES CITOYENS DE SEXE MASCULIN, S'ILS POSSE-  
DENT LA CAPACITE PHYSIQUE NECESSAIRE.**

*Art. 26. — Le service national comprend, d'une part, le service militaire destiné à répondre aux besoins des armées, d'autre part, le service de défense destiné à satisfaire les besoins de la défense en personnel non militaire.*



## LA DISTINCTION ENTRE SERVICE ARME ET SERVICE AUXILIAIRE EST ABROGEE.

Art. 33. — *Les obligations du service de défense s'appliquent aux personnels définis à l'article 25 non soumis aux obligations du service militaire ou qui, y étant soumis, n'ont pas d'affectation militaire ou dont l'appel est différé.*

C'est-à-dire qu'il y a tous ceux qui sont virtuellement ou réellement en caserne, et puis tous les autres, les ex-civils.

Ainsi sont exclus du service national de défense tous les éléments subversifs ou considérés comme tels pour opinions politiques ou « mauvaise moralité ». Les casernes seront en effet trop petites pour contenir tous les futurs conscrits.

Ce qui est bien confirmé par :

Art. 36. — *Lorsque les conditions de leur emploi l'exigent, les assujettis au service de défense peuvent être groupés en « corps de défense » dont la mise sur pied, l'instruction, l'encadrement et la mission sont déterminés par règlement d'administration publique.*

En effet, l'armée se composera essentiellement : de la force de frappe, des forces d'intervention groupées en corps de bataille, et des unités de la Défense Opérationnelle du territoire. On y trouvera, incorporés respectivement : les spécialistes de métier, les troupes de métier avec un complément venu du contingent, la masse des appelés non affectés au Service de Défense qui complètera les unités de gendarmerie, les CRS, et une centaine de régiments supplémentaires subdivisionnaires (unités territoriales).

Le quadrillage planifié est ainsi complété par une sérieuse « prise en main ». Sans oublier les menaces adéquates :

Art. 38. — LA DISCIPLINE GENERALE DES FORCES ARMEES EST APPLICABLE AUX ASSUJETTIS AU SERVICE DE DEFENSE. *En outre, ceux qui sont affectés à une administration ou à une entreprise sont assujettis à la discipline propre de cette administration ou de cette entreprise.*

Art. 42. — LES ETRANGERS sans nationalité ET CEUX QUI BENEFICIENT DU DROIT D'ASILE SONT ASSUJETTIS AU SERVICE NATIONAL.

Art. 43. — LA REQUISITION PEUT S'APPLIQUER AU PERSONNEL FEMININ DANS LES MEMES CONDITIONS QUE POUR LE PERSONNEL MASCULIN.

### CONCLUSION :

Résumons les textes. *Même en temps de paix*, de 18 à 60 ans, toute la population civile, hommes ou femmes, peut, sur un simple décret pris en conseil des ministres, être placée sous le contrôle de l'armée, les travailleurs assimilés à des militaires, leur travail au service. Simple et rapide à déclencher, le système est très souple d'application puisqu'il peut n'être appliqué qu'à une région, ou à une branche d'industrie, ou même à une partie de la population

(clause très vague qui pourrait « justifier » la réquisition de tous les hommes blonds, de tous les anarchistes ou de tous les juifs). A tous égards, ce système est un net progrès sur les tentatives qui l'ont précédé : Clemenceau réquisitionnant les cheminots pour briser leur grève, ou De Gaulle menaçant pareillement les mineurs.

On peut tirer quelques conséquences juridiques, du point de vue de la répression, qui intéresseront sans doute le plus nos lecteurs : les travailleurs insubordonnés passeront devant un tribunal militaire, donc expéditif ; ils pourront tomber sous le coup de textes tels l'article 194 du Code de justice militaire (une grève dépassant cinq jours « vaudrait » alors de 6 mois à 3 ans d'emprisonnement) ou l'article 205 du même code « tout militaire qui refuse d'obéir et qui, hors le cas de force majeure, n'exécute pas les ordres reçus est puni d'un emprisonnement d'un an à deux ans ». La loi du 28 juillet 1894 (« ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes ») verra s'élargir considérablement son champ d'application puisque la propagande en faveur de la grève sera assimilée à la « provocation à des militaires dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs » (peine : 3 mois à 2 ans, et amende de 360 à 7200 NF.). Toutes ces peines, étant portées au casier judiciaire, entraîneraient évidemment le licenciement automatique de ceux qui sont travailleurs du secteur public.

Les modalités d'application sont en cours. Dans certaines administrations, d'avant-garde sans doute, elles sont déjà bien avancées. Des déclarations, portant que le signataire connaissait les dispositions du statut (comment pourrait-il les connaître ? Personne n'en parle), ont été signées dans des services aussi divers que l'enseignement ou les Postes et Télécommunications ou les pharmacies. Leurs agents sont ainsi « à l'entière disposition de l'administration qui peut, selon les nécessités du service, modifier leur affectation et leurs attributions du temps de paix ».

Les syndicats, les militants, nos camarades de travail ont sans doute oublié cela peu à peu, en admettant toutefois qu'ils en aient vu la gravité et qu'ils s'en soient occupés un tant soit peu. Alors faudra-t-il se réveiller, à l'aube ou le lendemain d'une réquisition et constater avec soulagement son impuissance ? Voici enfin parmi les armes que prévoit la Rand Corporation dans son analyse du futur (le premier et le dernier chiffre donnent la marge d'incertitude, le second l'année de chance maximum) :

— usage étendu et largement accepté des drogues non narcotiques (autres que l'alcool) ayant pour but de produire des changements spécifiques dans les caractéristiques de la personnalité .....	1980 — 1983 — 2000
— bombe nucléaire tactique .....	1964 — 1965 — 1967
— armes persuadant sans tuer (gaz).....	1968 — 1970 — .....
— fusée pour armement personnel .....	1966 — 1970 — 1980
— agents biologiques mortels .....	1966 — 1970 — 1980
— techniques « avancées » de propagande.....	1970 — 1972 — 1980
— agents biochimiques détruisant la volonté de résistance	1970 — 1975 — 1980
— organisation de défense civile globale.....	1975 — 1980 — 1990

P.C. VIDAL.

Références :

Ord. n° 39-147 du 7 janvier 1959 sur l'organisation générale de la défense, modifiée par

# MICHEL BAKOUNINE

---

## A propos de quelques livres récents

Depuis quelques années, nous n'avons ici rien publié sur Michel Bakounine ; pourtant, il a été très souvent cité dans nos numéros plus anciens. Cela ne prouve pas que nous avons cessé de l'étudier, mais on nous a signalé de plusieurs côtés des travaux en cours analogues, et pour éviter un « double emploi » nous avons préféré consacrer le peu de pages que nous avons ici à d'autres sujets.

Quelques publications annoncées sont en effet sorties, et nous pouvons reprendre aujourd'hui la question. Nous avons souvent regretté le manque de textes sur Bakounine qui entraînait une grande méconnaissance de cet auteur, une partie de cette insuffisance est enfin comblée : « Bakounine ou la vie contre la science », par Henri ARVON (éd. Seghers, 1966), « Bakounine, La Liberté », par François MUNOZ (éd. Pauvert, 1965), « Michel Bakounine, aspects de son œuvre », par Hem Day (éd. Pensée et Action, 1966), « Ni dieu ni maître », anthologie historique du mouvement anarchiste avec la collaboration de Daniel GUERIN (éd. de Delphes, 1966) (chapitre sur Bakounine p. 163 à 273), « L'anarchisme » par Daniel GUERIN (éd. Gallimard, 1965), et « Marxisme et Anarchisme » en russe, Cours de la Faculté de Droit de Moscou, par Mme N.-S. PROSOROVA (1961) (nous avons traduit, mais pas encore publié, la 3<sup>e</sup> leçon sur Bakounine).

Avant de nous arrêter sur chacun de ces ouvrages, il me semble nécessaire de faire quelques remarques générales pour éviter de les répéter à chaque livre.

L'œuvre de Michel Bakounine, dont le souvenir a été entretenu pendant longtemps par uniquement quelques « fidèles », commence à déborder ce petit cercle, et s'offre à des recherches et des études plus vastes, ce qui ne peut que nous réjouir. Cela correspond à un intérêt plus grand pour l'anarchisme en général qui se manifeste ces derniers temps. Mais comme tout ce qui a été écrit et continue d'être écrit sur Bakounine ainsi que sur l'anarchisme est toujours discuté et discutable, polémique et passionné, certains milieux anarchistes sont un peu agacés par cette introduction d'éléments extérieurs « dans notre milieu familial », trop sensibles à quelques remarques désobligeantes, trop exigeants

---

Or. n° 59-333 du 4 février 1959 et la loi n° 63-823 du 21 juillet 1963 (J.O. des 10 janvier 1959, 7 février 1959 et 22 juillet 1963).

Déc. n° 63-598 du 20 juin 1963 relatif à la mise en application des articles 29 et 31 de l'Ord. n° 59-947 du 7 janvier 1959 (J.O. du 26 juin 1963).

Déc. n° 62-1386 du 23 novembre 1962 sur l'affectation de défense et le statut de défense, modifié par le Déc. n° 63-745 du 22 juillet 1963 (J.O. du 27 novembre 1962 et 26 juillet 1963).

Instruction du Premier Ministre n° 358 DN/ORG/REG du 16 juillet 1963 sur l'affectation de défense (J.O. du 10 septembre et du 4 octobre 1963).

Loi n° 63-861 du 28 juillet 1962 relative à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense (J.O. du 29 juillet 1962).

Déc. n° 64-522 du 6 juin 1964.

pour les autres (sans pour autant l'être pour eux-mêmes). Il me semble que quelques critiques dans un climat non passionné nous permettront de voir les problèmes d'une manière plus objective et nouvelle. Je préfère personnellement la discussion au silence qui a longtemps recouvert tout ce qui touchait à l'anarchisme.

Bakounine s'est battu passionnément toute sa vie contre tout *dogmatisme* religieux, politique, économique. Il ne faut donc pas lui faire l'injure de juger son propre exemple d'un point de vue dogmatique.

*« La révolution est un instinct plutôt qu'une pensée, c'est comme instinct qu'elle livre ses premières batailles. Voilà pourquoi les philosophes, littérateurs et politiciens qui ont leurs petits systèmes tout faits et s'évertuent à serrer dans des formes et des limites déterminées cet océan sans bornes, s'avèrent tout aussi sots et débordés. »*

(Bakounine, avril 1848 — Arvon, p. 66.)

Il n'a jamais voulu constituer un schéma théorique (il disait « métaphysique »). Il n'a énoncé que quelques principes de base d'après l'expérience de sa vie, ainsi que de la vie en général qu'il a analysée avec une étonnante puissance. Rappelons-nous les diatribes enflammées qu'il a adressées aux socialistes doctrinaires (les marxistes) et aux socialistes utopiques (Saint Simon, Fourier, etc.). Rappelons aussi la colère qu'il a eue lorsque les révolutionnaires venus de Russie le traitèrent de maître à penser pour la jeunesse russe...

Michel Bakounine a appliqué cet esprit anti-dogmatique à l'évolution de ses propres idées. Nous avons ainsi un exemple presque unique de capacité d'évolution ; il a parcouru un chemin intellectuel vertigineux, capable de vérifier chaque fois ses positions d'une part devant les faits de la réalité, d'autre part devant l'intransigeance et l'honnêteté de son intelligence, de critiquer ses positions d'hier, de faire un pas en avant. Il est utile de rappeler les différentes étapes de son chemin : noble, officier, mystique chrétien, métaphysicien (Fichte, Schelling, Hegel), panslaviste, révolté pur, militant de la libération nationale, appelant le tsar à libérer la Russie, conspirateur, matérialiste acharné, athée confirmé, socialiste anti-autoritaire, internationaliste, anarchiste... Le tableau devient encore plus compliqué car Bakounine n'était pas seulement un intellectuel qui cherchait, mais un révolutionnaire qui essayait toujours d'agir, d'entraîner les autres : il voyait le levain révolutionnaire chez les étudiants russes, chez les paysans russes, dans la gauche intellectuelle allemande, chez les proscrits de tous les pays, les communistes de Weitling, les théoriciens de toutes parts, les ouvriers parisiens de 48, les combattants slaves de Prague, les révolutionnaires comme Netchaev, les franc-maçons, les internationalistes de la Première Internationale, etc. (1)

Il serait très facile, très injuste et très faux de ne présenter qu'un seul aspect de ce cheminement car Bakounine offre l'accès à toutes sortes de critiques, de compréhensions limitées. Il en était de même de son vivant — quand Herzen en 1839-40 a bousculé les rêveries métaphysiques et conservatrices du cercle de Stankévitch ; Bakounine a quitté ces « rêveries » au grand étonnement de Biéliniski ; en 1867, Bakounine rompra avec Herzen qui n'était pas capable de quitter le monde bourgeois et libéral. Il faut donc avoir constamment en vue cette évolution et cette contradiction dialectique si l'on veut saisir le vrai visage, la vraie valeur de Bakounine. Ainsi, la période anarchiste de Bakounine ne

comprend que les dix dernières années de son existence, à partir de son entrée dans l'Internationale et de son discours du 10 septembre 1867 (Fédéralisme, Socialisme, Antithéologisme) au Congrès de la Ligue de la Paix. Chaque fois qu'on parle de ses écrits, qu'on fait une citation, il faudrait la situer chronologiquement (c'est pourquoi d'ailleurs nous avons publié dans le Bulletin n° 12, janvier 1966, de CIRA (2) « *Éléments pour la bibliographie chronologique de Michel Bakounine* ».

#### I. — *Bakounine — La vie contre la science — Arvon*

Henri Arvon vient de publier chez Seghers, dans la collection « *Philosophes de tous les temps* » « *Bakounine, ou la vie contre la science* » (avril 1966). Ce livre comprend 90 pages d'un choix de textes de Bakounine, et environ autant de pages de préface, commentaire d'Arvon. Le choix des textes est relativement bon, bien que forcément incomplet et en partie arbitraire ; il recoupe le plus souvent le travail analogue qu'a fait Munoz.

Arvon a déjà publié des études sur l'anarchisme (« *Que sais-je* ») et sur Max Stirner (P.U.F.), mais il nous semble exagéré de le considérer ainsi que l'écrit Seghers « *comme un grand spécialiste des questions de l'anarchisme* ». D'autant plus que, en ce qui concerne Bakounine, ses connaissances restent assez superficielles et ses conclusions sont un peu hâtives.

Le sous-titre de son livre est un paradoxe : si Bakounine a préféré la vie à la science (ce qui est vrai, mais vis-à-vis d'une certaine science), ce n'était pas un philosophe, tout au moins dans le sens généralement admis. Arvon a raison lorsqu'il dit que « *Bakounine a mangé le fruit de l'arbre du savoir philosophique* », car dans sa jeunesse il voulut faire le professorat de philosophie et connaissait (comme l'a dit Engels) Hegel et sa dialectique, la philosophie allemande en général qui gagnerait, pensait-il, à se mettre à l'école du socialisme français. Mais c'est précisément parce qu'il avait cette formation philosophique qu'il a pu dépasser la philosophie formaliste, spéculative, abstraite et métaphysique en essayant d'appliquer ces connaissances fondamentales dans la réalité et dans la lutte sociale de tous les jours. Arvon signale que Marx aussi s'est détaché « *de la philosophie, décidé de passer de la pensée à l'action* », mais ce qu'il ne signale pas, c'est que Marx s'est arrêté à mi-chemin dans cette tentative et qu'il a stérilisé, dogmatisé, schématisé la pensée sociale par sa prétention scientifique (et sa vanité personnelle) ; c'est ainsi qu'après une brève flambée de recherches plus originales pendant la Révolution et immédiatement après, les publications en URSS sont devenues d'une pauvreté lamentable malgré les innombrables Instituts Marx-Engels — ce n'est que manie de citation, de servilité, de répétition (la pensée socialiste conserve uniquement en dehors des pays à pouvoir communiste une certaine vitalité). Il est évident que le phénomène du pouvoir joue le plus (De Gaulle aussi a toujours raison), mais compte aussi la responsabilité de Marx lui-même dont la doctrine manque précisément de vie, et dont la dialectique ne sert plus à pousser de l'avant mais à justifier les pires injustices...

Enfermer Bakounine dans un cadre uniquement philosophique a entraîné Arvon vers deux autres erreurs : mettre l'accent sur le « *jeune Bakounine* » par opposition au « *vieux Bakounine* », c'est-à-dire négliger et nier sa valeur anarchiste qui se situe justement à la fin de son expérience, qui est son couronnement comme nous l'avons déjà signalé, et faire une analogie avec le « *jeune*

Marx » qui eut, paraît-il, des tendances plus humaines dans sa jeunesse, alors que leurs évolutions sont complètement en sens inverse. Et deuxième erreur, opposer la méthode de Bakounine acceptée comme bonne, à l'« élaboration de sa doctrine » considérée comme essentiellement naïve, contradictoire, insuffisante, alors qu'il nous semble au contraire que ce que l'on peut appeler sa « doctrine » était relativement juste parce que, entre autres, Bakounine a appliqué sa méthode (matérialiste, dialectique même, avec des correctifs biologistes, positivistes, relativistes) à l'analyse et la critique de la réalité et des autres doctrines, marxisme compris.

Il n'est en tout cas pas inutile que Arvon ait mis l'accent sur la méthode de Bakounine, car certains anarchistes ont la fâcheuse habitude d'oublier la valeur positive de cette méthode, d'isoler quelques conclusions sans essayer de comprendre la démarche de sa pensée et sa manière d'aborder les problèmes. Nous avons ainsi souvent un Bakounine aussi incomplet que celui d'Arvon. Sans pouvoir aborder ici maintenant ce problème, il nous semble que ce qui caractérise Bakounine, en plus du refus de tout dogmatisme et de sa capacité d'évolution que nous avons déjà vus, c'est sa recherche constante de la liberté, sa conviction que dans la lutte sociale les solutions partielles ne serviront que les capitalistes (d'où la nécessité d'une Révolution), son collectivisme, son internationalisme, sa lutte contre la bourgeoisie, même libérale, même F.M., sa fidélité aux classes opprimées (la classe ouvrière et la classe paysanne), son désir de participation de la masse dans la gestion et dans la vie sociale, son refus de la dictature, même de celle « du prolétariat », son matérialisme, etc. Toutes les conceptions et toutes les solutions de Bakounine ne nous semblent évidemment pas entièrement valables aujourd'hui, et il ne faut donc pas avoir une attitude idolâtre, mais on ne peut non plus laisser sans réponses certaines fausses interprétations, encore moins des calomnies.

En dehors du fait que l'étude philosophique de Bakounine est moins riche et moins originale chez Arvon que chez, par exemple, B.-P. Hepner (« Bakounine et le panslavisme révolutionnaire », éd. Rivière, 1950), nous avons relevé certains points qui doivent être discutés.

Arvon parle à plusieurs reprises de « l'aspect farfelu, anachronique, par certain côté réactionnaire » de Bakounine (p. 6 par exemple). A la p. 10, il va plus loin : « ce Protée mystique et impie, libertaire et « fasciste » avant la lettre, internationaliste et chauvin »... (les guillemets à « fasciste » sont dans le texte). Nous avons nous aussi souligné les contradictions qui existent chez Bakounine, et qui sont évidentes, mais Arvon ne voit que des contradictions, car il ne connaît pas le sujet dont il parle, parce que, subjectivement ou objectivement, il ne veut pas ou ne peut pas le comprendre. Il écrit l'histoire comme « France-Soir » ou « Occident-Université ». Ce n'est pas sérieux, il faut commencer par le commencement : qu'est-ce que le fascisme ? Si la nouvelle génération ne le connaît pas bien, ce qui est difficilement pardonnable, notre génération le connaît trop bien. Et n'y a-t-il pas, parmi les traits essentiels du fascisme : le culte de l'Etat, le dirigisme d'Etat, le culte du chef, la soumission, la discipline, le refus de la liberté, l'impérialisme, l'harmonie sociale et nationale, etc. Une étude même superficielle ne montre-t-elle pas que les traits essentiels de Bakounine sont à l'opposé de ceux du fascisme ? Il semble donc qu'un philosophe et un historien puisse ne connaître ni la logique, ni l'histoire presque contemporaine...

On peut trouver quelques excuses, ou plutôt quelques « circonstances atté-

nuantes » pour Arvon dans sa compréhension partielle de Bakounine dans le fait que la participation de celui-ci aux luttes clandestines d'une part, et certains passages de sa « Confession » d'autre part, pris isolément, peuvent fausser les problèmes surtout dans une étude de compilation. Il faut donc discuter les points suivants : les contradictions entre la vie de Bakounine, ses principes, et son écrit « Confession », l'utilité d'une action clandestine, l'attitude révolutionnaire individuelle, et la pratique des sociétés secrètes.

La « Confession » de Bakounine sur laquelle se base exclusivement Arvon, a été publiée en russe en 1921 et en français en 1932, et donna lieu à une polémique importante (Arvon cite le travail de Brupbacher et Nettleau). Rappelons ici que cette Confession lui fut demandée par le tsar alors qu'il était en réclusion à perpétuité, en cellule dans la forteresse Pierre et Paul ; il usera donc de ce « subterfuge pour survivre » (Hem Day — qui consacre 10 pages à ce sujet dans son livre « Michel Bakounine, aspects de son œuvre ») : le tsar des Russes ne pouvait être sensible qu'à son côté russe (il ne donna d'ailleurs aucune suite à cette requête). Rappelons aussi que dans une lettre de Sibérie, du 8 déc. 1860, adressée à Herzen, Bakounine souligne qu'il n'a trahi personne et que ses « aveux » ne furent pas faits devant un tribunal public ; il ajoute : « dans ce cas, j'aurais le devoir de rester dans mon rôle jusqu'au bout ». Enfin, à Lénin-grad en 1925, A. Kornilov a publié dans « Années de voyage de Michel Bakounine » le texte que Bakounine réussit à passer à sa sœur Tatiana en 1853, dans lequel il se pose la question « si je dois attendre encore dans l'espoir de pouvoir me rendre utile selon les idées que j'avais, selon les idées que j'ai encore et qui seront toujours les miennes, ou si je dois mourir » ; Hepner qui rapporte ces lignes (p. 286 de son livre) y ajoute la note suivante : « sur la ruse dans la tactique révolutionnaire, voir Lénine dans « La maladie infantile du communisme de 1917 ».

Parce que dans sa Confession Bakounine a mis l'accent sur son sentiment slave et même russe, Arvon en tire la conclusion du chauvinisme de Bakounine (la question de son panslavisme a déjà été traitée par Hepner). Nous renvoyons le lecteur ainsi qu'Arvon aux pp. 190-195 de « Ni dieu ni maître » (éd. Delphes) où sont reproduits deux textes écrits environ en même temps : « Appel aux Slaves » de Bakounine (fin 1848) et la réplique de Marx et Engels. Bakounine écrit :

*« En deux camps est partagé le monde. Ici la révolution, là la contre-révolution... C'est un devoir sacré, pour nous tous soldats de la Révolution, démocrates de tous les pays, d'unir nos forces, de nous entendre et de nous grouper... Le bien-être des nations ne pouvait être assuré tant qu'il existerait encore, quelque part en Europe, un seul peuple courbé sous le joug... Arrière les limites étroites imposées de force par le congrès des despotes, selon les nécessités prétendues historiques, géographiques, commerciales, stratégiques !... Plus de guerre de conquête mais la guerre dernière, suprême, la guerre de la Révolution, pour l'affranchissement de tous les peuples... Vers la Fédération universelle des Républiques européennes... »*

Bakounine va plus loin — il met en garde contre une haine anti-allemande (l'armée autrichienne vient d'écraser le soulèvement de Prague auquel Bakounine a participé sur les barricades) : « Cette politique ne sera pas celle du futur peuple allemand, elle n'est pas celle de la Révolution allemande, de la

démocratie allemande... » Et quelques mois après, sur les barricades de Dresde, il se solidarise effectivement avec ce peuple allemand en lutte, ce qui lui apporte des années de prison...

Rappelons aussi la phrase de Michelet : « Quand l'Allemagne sera Allemagne, ce Russe y aura un autel. »

Marx et Engels répondent dans « Neue Rheinische Zeitung » de janvier-février 1849, donc à peine quelques mois plus tard :

*« Toutes ces petites nations impuissantes et chétives doivent en somme de la reconnaissance à ceux qui, selon les nécessités historiques, les attachent à quelque grand empire... Les Tchèques... n'ont jamais eu d'histoire... Et cette « nation » inexistante au point de vue historique exige l'indépendance?... Il est inadmissible de donner l'indépendance aux Tchèques, car alors l'Est de l'Allemagne aurait l'apparence d'une miche de pain rongée par des rats... Ces régions ont été complètement germanisées (il s'agit de la Pologne). La cause est entendue. Le résultat ne peut plus être mis en question... Que cette conquête fût dans l'intérêt de la civilisation, cela ne souffre pas de doute... Nous répondons que la haine des Russes est la première passion révolutionnaire des Allemands... La révolution ne peut être sauvegardée que par la pratique d'une terreur résolue contre les peuples slaves... »*

(Voir « Bakounine » par Etienne Porges, 1946, pp. 53-56, éd. Aux Portes de France — dont nous avons déjà donné quelques extraits, Noir et Rouge n° 7-8.)

L'équipe des éd. de Delphes rapporte encore quelques prises de position analogues : « Lutte impitoyable, combat à mort avec les Slaves traîtres à la révolution, extermination, terrorisme sans égards, non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais dans celui de la révolution »... (texte de 1852, « Ni dieu ni maître », p. 194).

Cette discussion au sujet de la Confession et du chauvinisme de Bakounine peut sembler un peu secondaire : la Première Internationale fut la meilleure manifestation de la solidarité internationale et prolétarienne, et Marx et Bakounine y ont également participé ; au lieu d'être constamment obligés de justifier l'un ou l'autre, il serait plus utile de rechercher pourquoi cette solidarité n'existe plus actuellement, et comment essayer de la ranimer. Mais il fallait quand même rejeter les accusations gratuites et absurdes mais combien tenaces, qui empêchent d'arriver à une vraie discussion.

La question suivante présente un intérêt non seulement historique mais aussi d'actualité : elle porte sur le rôle et les possibilités révolutionnaires en général et celui et celles d'un révolutionnaire en particulier.

*« Les rapports entre la masse et la minorité consciente forment un problème dont la solution n'a pas encore été pleinement trouvée, même pour les anarchistes, et sur lequel le dernier mot semble n'avoir pas été dit. »*

Daniel Guérin, « L'Anarchisme », p. 45.

Ce problème se pose donc non seulement à ceux des anarchistes qui se considèrent révolutionnaires, mais à tous les révolutionnaires, à tous ceux qui pensent que les demi-mesures et les compromis ne sont pas de vraies solutions,



et qui essaient d'entraîner les masses et de les faire participer à leurs efforts plus radicaux. Mais ce serait un sujet trop vaste, et pour en revenir à notre discussion, l'exemple de Michel Bakounine, avec ses tâtonnements, ses découvertes et ses erreurs, est, dans ce domaine, des plus démonstratifs et des plus significatifs, non seulement à cause de sa personnalité, mais aussi à cause des conditions objectives et historiques de son milieu et de son temps (sans nous arrêter sur l'explication si... littéraire et raciste de ce qu'on appelle l' « âme slave, ses déchirements, ses auto-accusations », etc... qu'Arvon utilise aussi). Nous passerons aussi rapidement sur le « machiavétisme révolutionnaire » car en dehors de l' « âme slave », de la Confession (dont nous avons déjà parlé), il ne reste que le « cas Netchaev » : Bakounine fit en effet confiance au jeune révolutionnaire russe, comme à beaucoup d'autres.

*« Il est possible... qu'il ait placé plus d'espoir en ceux qui l'approchaient qu'ils ne le méritèrent. Mais n'a-t-on pas dit la même chose de Mazzini et de tous les autres sincères révolutionnaires ? Peut-être n'exerça-t-il une influence aussi magique que parce qu'il croyait en l'homme. »*

(Kropotkine.)

Bakounine a en effet rédigé avec Netchaev le Catéchisme révolutionnaire (Netchaev a modifié le texte primitif de sa propre initiative en poussant à leur extrême certaines conclusions ; c'est ce texte qui fut connu le premier, lors d'arrestations de militants de Netchaev en Russie, et plus tard par Sajine qui en parla aussi. Max Nettlau retrouva le texte original primitif, découvrit les différences et rétablit la vérité historique. Il y a donc deux catéchismes ; l'original est reproduit dans « Ni dieu ni maître », d'après Nettlau). Bakounine a aussi rédigé certains textes adressés plus particulièrement à la Russie en lutte, à la demande de Netchaev. Mais devant un certain nombre de faits qui étaient devenus évidents (malgré les conditions particulières de la lutte clandestine), il a rompu avec lui en juillet 1870 après une explication décisive ; dans sa lettre du 2 août 1870 il en a même avisé Ogareff (Herzen était déjà mort). Il est intéressant de rapporter ici le passage d'une lettre où Bakounine caractérise Netchaev, car cela éclaire aussi sa conception du révolutionnaire :

*« Personne ne m'a fait dans ma vie autant de mal que lui, de mal prémédité, mais je le plains quand même. »*

*« C'est un homme d'une rare énergie, et lorsque nous l'avons rencontré pour la première fois, son cœur brûlait d'amour et de compassion pour le malheureux peuple russe... A cette époque, il n'avait de malpropre que son extérieur, mais l'intérieur n'était pas souillé. La prétention de devenir un chef... le jeta dans un abîme de boue. »*

*« Lorsqu'il s'agit de servir ce qu'il appelle « la cause » il n'hésite et ne s'arrête devant rien et se montre aussi impitoyable pour lui-même que pour les autres... C'est un terrible ambitieux sans le savoir, parce qu'il a fini par identifier complètement la cause de la révolution avec sa propre personne... »*

*« Le fanatique l'emporte jusqu'à le faire devenir un jésuite accompli — par moments il devient tout simplement bête... Il joue au jésuitisme comme d'autres jouent à la Révolution. »*

*« Malgré cette naïveté relative, il est très dangereux, parce qu'il commet journellement... des abus de confiance, des trahisons. »*

*« N'ont-ils pas, Netchaev et un de ses camarades, osé m'avouer ouvertement, en présence d'un témoin, que dénoncer à la police secrète un membre, un dévoué ou dévoué seulement à demi, est un des moyens dont ils considèrent l'usage comme fort légitime et utile quelquefois.*

*« Tout cela est fort triste et très humiliant... mais la vérité est encore la meilleure issue et le meilleur remède contre toutes les fautes. »*

(Lettre de Bakounine à Tallandier)

le 24-7-1870, reproduit intégralement dans le « Combat syndicaliste » du 14 avril 1966.

Cette citation peut servir de réponse à Arvon. Mais ce qui est encore plus important que la discussion avec Arvon, ou que la défense contre les calomnies qui poursuivent Bakounine, c'est l'avertissement donné à tous ces révolutionnaires dits « professionnels » qui tout en parlant sans arrêt du « peuple » n'agissent que comme les chefs de ce peuple, qui en partant d'une violence peut-être justifiée aboutissent à une violence absurde, gratuite, inhumaine, qui en analysant la réalité se détachent complètement de toute réalité, vivent dans un monde de rêve, d'abstraction, etc.

La conclusion est typiquement anarchiste : tout en étant des collectivistes convaincus, nous devons conserver à tout prix la personnalité individuelle ; le bonheur collectif ne peut commencer que par le bonheur individuel... on ne peut ni « identifier » ni sacrifier la personne humaine sans qu'elle en sorte mutilée, et donc la société aussi.

L'exemple de Bakounine est aussi significatif dans un autre sens, le sens historique. Bakounine n'est pas le produit d'une prétendue « âme slave », encore moins d'un boyard ; il a été formé historiquement par l'esprit de la jeunesse et de l'intelligentsia russe en révolte mais sans issue, rejetée dans un silence de mort après le massacre des décembristes en 1825, puis par la philosophie allemande, par le socialisme français, par le contact personnel avec des révolutionnaires de tout bord et de tous pays ; toute sa vie, il a cherché à trouver les moyens d'entraîner le peuple sans lequel aucune Révolution ne peut se faire en profondeur et est donc condamnée. Au cours de cette recherche, il a connu beaucoup d'échecs, fait des erreurs, eu des déceptions, des découragements, mais il a aussi démontré certaines possibilités, certaines chances : en premier lieu dans la rupture complète et définitive avec le monde bourgeois et son idéal, une confiance dans la solidarité prolétarienne et dans l'instinct paysan, l'insuffisance de l'action isolée et individuelle, et la nécessité de la formation et de la coordination entre les éléments les plus conscients mais avec une coordination basée sur le fédéralisme et l'autonomie, etc. Il me semble que nous, anarchistes, n'avons pas su tirer suffisamment les conséquences de ces exemples qui, pour être valables, doivent être réadaptés à notre situation présente. Si, pour Bakounine, les problèmes se posaient uniquement en Europe (avant lui, on parlait même uniquement d'Europe occidentale !), ils se posent actuellement pour les peuples de la planète — les peuples « en voie de développement » sont plus près de ses analyses car les sociétés slave et latine de l'époque étaient aussi des peuples sous-développés — mais nous continuons à ne nous occuper que de notre presqu'île, qu'on appelle encore Europe... Les anarchistes n'ont pas encore de conception universelle.

Les sociétés secrètes : oui, Bakounine les a aussi pratiquées, comme la plu-

part des révolutionnaires de son époque, dans des conditions historiques et psychologiques données (minorité consciente de l'essor d'une bourgeoisie sans idéal et d'une masse qui subit, esprit romantique, etc...). Marx aussi a participé à plusieurs sociétés secrètes : la Ligue des justes, la Ligue des communistes, etc. ; il a dit lui-même à Bakounine en 1848 : « Je suis à la tête d'une société secrète et il suffit que je dise un mot pour qu'un de mes militants te tue ». La Première Internationale même, dans un certain sens, se divisait en plusieurs tendances, presque des sociétés secrètes — les Mazzinistes, les Proudhonistes, le Conseil général de Londres, les Lassalistes déjà réformistes, les jurassiens avec les Italiens et les Espagnols, les communards de Paris au baigne, etc. — et c'est pourquoi l'Internationale s'écroula. Mais c'est aussi précisément à cette Internationale, à la classe ouvrière en lutte ouverte et publique, que Bakounine a donné le meilleur de lui-même... tandis qu'en Russie tsariste à cette époque l'action ne pouvait être que clandestine et conspiratrice, comme d'ailleurs aujourd'hui aussi. Que l'activité soit ouverte, clandestine, ou semi-clandestine dépend donc des conditions objectives, du régime, des buts que cette action se propose ; on ne peut porter un jugement global sans analyser toutes ces conditions ; on ne peut non plus considérer un seul mode d'action comme absolu et universel ; dans certains cas, même une action non-violente, même une action purement individuelle, artistique, intellectuelle ou autre, peuvent être également valables. C'est avant tout une question de tactique (et ici nous pourrions par exemple citer pas mal de pages de Lénine ou de Trotsky) à condition toutefois de définir les buts et les moyens, de conserver en même temps l'éthique des révolutionnaires et la participation de la masse du peuple...

Après ces quelques points de détail sur lesquels il nous a semblé nécessaire de nous arrêter, venons-en au jugement global d'Arvon qui porte en lui-même des contradictions.

Il considère d'une part l'apport de Bakounine et de l'anarchisme en général comme : « l'ombre d'un monde disparu, un anti-étatisme démenti par l'évolution économique, sociale et politique, ... une grande faiblesse intrinsèque, etc... » Et d'autre part, il déclare :

*« Le triomphe... du marxisme semble avoir mis un point final à ses polémiques... Mais dans la mesure même où une pensée victorieuse, subissant la lourdeur fatale du pouvoir, se fige en dogme, une foi généreuse en orthodoxie contraignante, un élan révolutionnaire en conservatisme aveugle et étouffant, bref, dans la mesure où le phénomène de vieillissement se produit, la nécessité de réveiller un avertissement qui en dénonce les effets, une opposition qui fait tomber les parties desséchées, et une critique soucieuse d'un rajeunissement, se fait sentir avec une intensité croissante... Il semble particulièrement opportun de reprendre l'alerte donnée par Bakounine il y a un siècle... »* (p. 90)

*« Ainsi l'histoire récente a prouvé qu'en raison de la permanence de certains traits humains on ne résout que partiellement et, en tous cas, provisoirement la question sociale en s'attaquant à la seule propriété privée, que toute conquête du pouvoir, fût-elle entreprise à l'origine en vue d'une libération définitive, peut être génératrice d'une nouvelle oppression... Or, c'est plus particulièrement la notion du pouvoir que Bakounine passe au crible d'une critique parfois démesurée et même injuste, mais toujours imprégnée du sens de l'homme... »* (p. 90-91).

« ...C'est pourquoi, confrontés au Leviathan moderne dont il a prévu toutes les monstruosité, c'est sur sa doctrine plus encore que sur celle de Marx que nous sommes tentés de projeter l'ombre de nos problèmes et de nos inquiétudes... » (p. 12)

« ...Force nous est de reconnaître que dans cette alternance perpétuelle d'aliénation et de suppression d'aliénation, d'oppression et de libération la révolte constitue une valeur permanente et quasi absolue, qu'elle est, comme le dira de nos jours Jean-Paul Sartre dans sa Critique de la raison dialectique, « le commencement de l'humanité... » (p. 67)

« ...Cette transformation radicale de la société en un ensemble de libres associations peut paraître utopique, ou plus précisément, a pu paraître utopique pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle où on a vu le monde s'orienter vers de vastes unités politiques et économiques de plus en plus centralisées. Mais depuis que cette évolution, qui se traduit politiquement par un glissement totalitaire et économiquement par une planification bureaucratique, a révélé ses effets déshumanisants et tyranniques, le problème posé et, tout au moins apparemment résolu par Bakounine, à savoir l'institution d'un pouvoir qui, au lieu d'être le lieu de l'aliénation politique et économique, garantit à chacun le double rôle permanent de souverain et de sujet, bref, l'institution d'une démocratie dont tous assument les responsabilités, a quelque chance de revenir à l'ordre du jour. Problème d'autant plus angoissant que le marxisme n'a pas tenu ses promesses de libération politique et sociale ; en dotant une administration omniprésente de toutes les ressources d'une économie confiée à ses soins, il ne fait qu'accentuer la pression que le pouvoir politique exerce sur les individus. » (p. 77-78)

On voit donc que même pour Arvon, l'anarchisme n'est pas tellement « l'ombre d'un monde disparu » ; son livre mérite d'être lu et discuté, il représente un travail critique, une réflexion utile lorsqu'on cherche à comprendre la pensée de Michel Bakounine. Mais le livre y aurait sûrement gagné si Arvon avait évité de reprendre ces calomnies et ces accusations gratuites ; nous espérons qu'il sera possible de dépasser ces points secondaires et somme toute d'un intérêt relatif pour pouvoir aborder les vrais problèmes que Bakounine a posés et essayé de résoudre : les problèmes de la révolution, du socialisme anti-autoritaire et de la liberté.

## II. — Michel Bakounine — aspects de son œuvre

Hem Day a publié en janvier 1966 dans la collection « Pensée et Action » n° 31 « Michel Bakounine, aspects de son œuvre » (Hem Day, BP 4, Bruxelles 29). Hem Day est un camarade qui depuis plus de 40 ans poursuit un travail de recherches, de propagande, de documentation, de bibliographie, d'histoire. Il a publié une série de brochures, de cahiers, de revues sur Godwin, La Boétie, Ernestan, Nieuwenhuis, Han Ryner, etc. Sans être toujours d'accord sur son choix et sur son interprétation, nous ne pouvons que le féliciter de sa ténacité, sa persévérance dans le travail d'autant plus qu'il l'effectue le plus souvent d'une manière isolée. Mais cela ne doit pas nous empêcher de faire quelques remarques et quelques critiques sur le livre dont il s'agit ici.

C'est une série de brèves études, ou plutôt d'articles, portant sur différents aspects de l'œuvre de Bakounine : sa vie, la calomnie qui l'a poursuivie, sa

« Confession », Bakounine et la Franc-Maçonnerie, Bakounine et le panslavisme, etc. Tout en étant d'un caractère plus facile pour la lecture, ce découpage a aussi ses inconvénients : répétitions, caractère un peu trop polémique et un peu superficiel. Mais cette critique porte sur un côté technique qui n'est pas essentiel.

Ce qui semble plus important, c'est la manière de traiter le sujet : et si cette critique s'adresse à Hem Day, elle s'adresse aussi sur ce point à un état d'esprit plus général, chez de nombreux anarchistes. Ces camarades se sentent obligés de défendre à tout prix, contre vents et marées, toutes les prises de position de Bakounine, par exemple.

Il faut, bien sûr, relever les injustices et la calomnie, y donner une réponse, d'autant plus que cela dure depuis déjà plus d'un siècle — précisément depuis 1847. Nous l'avons essayé en ce qui concerne le prétendu côté « réactionnaire et fasciste » de Bakounine, son « chauvinisme », son « machiavélisme », etc. Mais nous ne pouvons pas défendre toutes les positions de Bakounine : sur certains points il s'est trompé, sur d'autres il s'est corrigé lui-même, certaines positions sont dépassées par des données nouvelles, d'autres sont trop imprégnées d'une polémique passionnée et personnelle. Nous devons honnêtement, historiquement, objectivement le dire. Les feux d'artifice verbaux, les polémiques passionnées et subjectives ne résoudront pas le problème, au contraire, on reste ainsi constamment à un niveau de discussion nous semblant secondaire, comme si l'on jouait tout le temps à l'accusé et l'accusateur devant un tribunal. Même avec ses erreurs, l'œuvre de Bakounine conserve suffisamment de poids, de valeur et de vérité pour rester toujours présente sur la scène sociale, surtout que précisément le jugement de l'Histoire lui a donné raison sur de grandes notions de sa pensée et de son action.

Cette attitude de « défense passionnée » ne correspond pas non plus, pensons-nous, au caractère propre de Bakounine, qui acceptait l'évolution, la dialectique même, et refusait le dogmatisme et l'idéalisme. Je me demande pourquoi les hommes de notre époque (et peut-être aussi d'autres époques) ont besoin d'avoir une vision absolue, presque mystique, de leur « idéal ». Est-ce un résidu d'une attitude religieuse et déiste, est-ce un inconscient en quête de « père spirituel » qui résoudra tous ses problèmes et prendra la responsabilité à sa place...

Pour en revenir à Bakounine, il est possible d'expliquer en partie par les conditions objectives de lutte, de rapports humains, et aussi par les conditions subjectives de sa propre existence, de son propre caractère, certaines manifestations — mais nous ne sommes pas obligés de nous solidariser avec elles, ni de chercher à réfuter par exemple un anti-sémitisme évident, un certain côté anti-allemand, manifestations surtout présentes dans les dernières années de son existence ; si nous pouvons expliquer la « Confession » comme moyen tactique et ruse de guerre, nous ne sommes pas d'accord avec certains passages qui envisagent la nécessité d'une dictature, d'une hiérarchie révolutionnaire, du pouvoir d'une minorité. Nous ne comprenons pas non plus que Bakounine fasse appel au tsar non seulement dans sa Confession, mais aussi une fois retourné en émigration.

Hem Day essaie, avec beaucoup de bonne foi, de défendre ces positions indéfendables. Il renchérit même :

*« L'Allemagne reste donc le symbole vivant de l'autorité... elle entend donner au monde cette forme d'esclavage comme idéal (1870-1914-1940)... Que la civilisation d'outre-Rhin se révèle être le prototype d'organisation bureaucratique, militariste et tyrannique, il serait difficile de le contester. » (p. 58)*

Et pourtant, les peuples latins « démocrates » d'Italie ont accepté le fascisme, ceux d'Espagne supportent encore Franco, et les peuples slaves ont fait l'expérience d'un des règnes les plus tyranniques de l'histoire, celui de Staline... Chaque peuple porte évidemment des caractéristiques qui lui sont plus ou moins propres, mais il est impossible de les identifier à des bourreaux comme Staline, Mussolini, Hitler ou Franco, d'autant plus que ces régimes ont dépendu non seulement d'une situation nationale particulière, mais aussi d'une situation internationale particulière.

Hem Day n'arrive pas non plus à démontrer l'existence de la « pensée intime » de Bakounine sur l'anti-sémitisme car celui-ci, emporté par la polémique contre Marx, Outine, Hesse, a parlé non contre eux en tant que tenants d'une idéologie différente, mais en tant que juifs (on peut se demander si leur solidarité et leur haine n'ont pas été en partie provoquées par certaines positions de Bakounine, qui les a ainsi réunis). Certains de ses camarades, comme James Guillaume, Anselmo Lorenzo, et d'autres, ont d'ailleurs réagi sur le moment contre cette prise de position, avec juste raison...

Nous le répétons, la valeur d'un Bakounine est suffisamment grande pour supporter ces critiques. Il faut donc séparer ce qui est essentiel, fondamental, de ce qui est secondaire et personnel. Dans ce sens, Bakounine nous donne lui-même un exemple éclatant : quand Herzen lui a reproché de ne pas engager immédiatement la lutte contre Marx, de ne pas répondre à toutes les calomnies, il lui a expliqué, avec son honnêteté un peu naïve même, que tout cela était secondaire, que s'il fallait engager une bataille, ce serait uniquement pour des questions de principe essentielles.

*« Je sais aussi bien que toi que Marx n'est pas moins coupable que les autres ; je n'ignore même pas qu'il a été l'instigateur et le meneur de toute cette calomnieuse et infâme polémique qui a été déchainée contre nous. Pourquoi l'ai-je donc ménagé ? Je l'ai loué, j'ai fait plus que cela : je lui ai conféré le titre de géant. Pour deux raisons, cher Herzen. La première, c'est la justice. Laisant de côté toutes les vilénies qu'il a vomies contre nous, nous ne saurions méconnaître, moi du moins, les grands services qu'il a rendus à la cause socialiste depuis environ 25 ans... Il est aussi l'un des premiers organisateurs, sinon l'instigateur de la société Internationale. A mon point de vue c'est un mérite énorme que je lui reconnaitrai toujours, quelle que soit son attitude envers nous... »*

*« Cependant, il pourrait arriver, et même dans un bref délai, que j'engage une lutte avec lui, non pas pour l'offense personnelle, bien entendu, mais pour une question de principe, à propos du communisme d'Etat dont lui-même et les partis anglais et allemand qu'il dirige sont les chaleureux partisans. Mais il y a un temps pour tout et l'heure pour cette lutte n'a pas encore sonné. »*

(Bakounine à Herzen, dans Dragomanov.)

Et en effet, si Marx produisait aisément des bulletins clandestins contre Bakounine, il n'eut rien à répondre quand Bakounine publia « L'Etat et l'Anar-

chie » ; il nota seulement quelques critiques sur les pages mêmes d'un exemplaire de ce livre, mais il n'a jamais pu publier de réponse.

C'est de là que doit partir notre discussion.

THEO.  
(à suivre)

(1) Enfin, il faut noter que cette évolution personnelle de Bakounine a été en liaison, conditionnée, par l'évolution particulièrement rapide des idées sociales des années 1840-1870 ; d'autre part, en retour, ces mêmes idées ont été, à leur tour, poussées « en avant » par Bakounine : ainsi Kropotkine note : « chaque brochure sortie de la plume de Bakounine marquait un stade de la pensée révolutionnaire en Europe », et Kropotkine fait la démonstration :

« Son discours au Congrès de la Paix... déclarait que le radicalisme de 1848 avait fait son temps vu qu'une ère nouvelle — ère du socialisme du travail — s'était ouverte, que parallèlement à la question de la liberté politique, se posait la question de l'indépendance économique... ce sera le facteur dominant de l'histoire en Europe.

« Sa brochure, adressée aux mazziniens, annonçait la fin de la période des « conspirations » pour l'indépendance nationale et le commencement de la révolution sociale...

« Les Ours de Berne, ce sont un mot d'adieu au démocratisme philistin suisse... »

« Les Lettres à un Français... proclamaient l'idée nouvelle d'une Commune communiste... »

(2) Centre International de Recherches sur l'Anarchisme, 24, avenue de Beaumont, Lausanne, Suisse.

---

## DANS NOTRE COURRIER

---

— Du camarade B. de Toulouse :

« J'ai écrit à Lecoin pour lui dire que je faisais miennes certaines critiques que vous émettez dans le dernier numéro à son encontre et que j'avais, pour la plupart, déjà formulées au sein de notre groupe après la lecture de son livre « Le cours d'une vie », en ce qui concerne notamment sa prise de position pro-américaine (C.-A. Bontemps m'en a fait part aussi), et son paternalisme vis-à-vis du mouvement des jeunes Espagnols... Disons aussi que votre revue m'aura permis de sortir de la routine habituelle des idées préconçues et du catéchisme libertaire fort en vogue par les temps qui courent. Je suis bien de l'avis de Leval qui me disait que toutes ces chapelles qui se mangent le foie entre elles n'ont amené que l'ère des irresponsables, des inconscients qui jugent, du haut de leur chaire, tout ce qui n'est pas de chez eux, comme vil et pendable. Pourrons-nous l'éviter un jour ? Je pense que les nouvelles générations ont mieux à faire : constituer une grande internationale anarchiste avec un programme minimum commun, par exemple. Et ça ne sera pas un petit boulot, des années ça demandera. Car en fait, et vous serez de mon avis, chaque groupe, chaque fédération nationale vit et se développe suivant son bon plaisir sans qu'un minimum d'efficacité (n'ayez crainte, je ne suis pas un fada du mythe de l'efficacité) puisse être recueilli. Aucune liaison (ou très peu), chacun agissant à sa guise alors qu'en face nous avons des organisations parfaites qui profitent de nos désaccords. Les Bulgares, les Espagnols, les Italiens, les Anglais, etc., tout cela fait du boulot certes, je ne le nie pas, mais en dépit du bon sens. Et le bon sens pour moi, c'est la lutte ouvrière d'une manière internationale. Ça n'est pas nouveau... Je pense donc que notre génération pourrait essayer de rompre avec ces vieux mythes du groupe refermé sur lui-même, sans liaison, sans lutte commune avec d'autres. Je ne dis pas de supprimer le groupe, loin de là, ni de lui enlever son caractère propre, son originalité, son action locale, non ; je dis qu'il n'y a pas que cela. C'est tout. On peut arriver à trouver des bases communes. »

— Un camarade de la revue « Internationale situationniste » nous écrit :

« ...Je crois que le débat entre nous, que vous évoquez, pourrait être intéressant. Il est vaste.

« Comme premier point, je peux vous dire que nous avons une grande sympathie pour les principales manifestations anarchistes de l'histoire (à l'exception de Proudhon, dont on comprend assez mal comment la tradition anarchiste l'accepte — mais en y incluant Ravachol ou Bonnot). Mais en revanche, si nous n'approuvons que très peu des courants « marxistes » qui ont existé, nous avons le plus grand intérêt pour Marx et sa méthode théorique.

« Les buts généraux de l'anarchie sont ceux de tous mouvements révolutionnaires imaginables dans la société moderne (mais ceci, même Lénine pouvait le dire un jour en passant). Le mouvement espagnol est sans doute celui qui a le plus développé un programme concrétisant ces buts. Mais plus immédiatement, la critique de l'Etat est l'apport anarchiste évidemment victorieux en théorie, contre le « marxisme » !

« Mais notre approbation ne peut s'étendre aux méthodes d'action employées jusqu'à présent pour en finir avec l'Etat (ici également le mouvement espagnol a montré une nette insuffisance). Plus encore, nous rejetons le rôle central d'une *idéologie* comme valeur révolutionnaire positive, admise dans l'anarchisme. Ce n'est pas la peine de citer plus précisément les diverses « valeurs de musée » anarchistes (qui découlent de cette idéologie)... »

— Du camarade M. (Alpes-Maritimes) :

« ...vous répéterai-je encore que « la critique est facile et que l'art... » C'est que tout en vous plaignant d'une anarchie subjective vous n'apportez aucun matériau nouveau. C'est-à-dire que vous recommencez, dans une ambiance nouvelle, ce que tant d'autres ont fait avant vous. Or, je considère que l'on ne détruit bien que ce que l'on remplace ; ou sortir du Cénacle intellectuel pour construire sur les chantiers, ou continuer entre initiés le jeu subtil des entre-tiens. D'accord avec vous sur Lecoïn qui postule le grand homme... L'autogestion yougoslave me semble toujours bien venue car pour les libertaires elle éclaire la situation qu'il faudra dépasser. C'est une grande leçon de choses se déroulant dans une ambiance ouverte à la recherche. »

— De notre camarade M. (Yonne) :

« ...Dans le dernier numéro de votre revue j'ai approuvé les quelques critiques que vous faites sur le livre de Lecoïn qu'aucun camarade ne peut approuver d'accepter la constitution d'un comité destiné à poser sa candidature au Prix Nobel. Il y a de quoi rire doucement à la pensée de Lecoïn allant recevoir des mains d'un roi le prix, lui qui se considère comme le pur représentant — et le seul — de la pure doctrine anarchiste. Et nous sommes quelques-uns de ses vieux amis que cette pensée amuse beaucoup. Il est vrai qu'à notre âge nous en avons tant vu... »

— De R. L. (Grenoble) :

*ces extraits d'une lettre que nous n'avons pu publier dans le dernier NR, faute de place, et qui revenaient sur le courrier du camarade S. (NR N° 31-32). Le sujet en est grave et peut fournir matière à un ample débat... N.D.L.R.*



« La faible audience du mouvement anarchiste dans le monde juif d'aujourd'hui s'explique par des raisons nombreuses et diverses qu'il serait trop long d'expliquer ici. Il faut cependant noter qu'une authentique présence libertaire subsiste en Israël. Jusqu'à sa mort, survenue en 1964, *Abba Gordin* avait d'ailleurs consacré tous ses efforts à la diffusion de nos idées. D'autre part, j'ai eu personnellement l'occasion de constater que les théories de *Kropotkine* et de *Gustav Landauer* ne sont pas inconnues en Israël.

« En France et dans les autres pays d'Europe, le problème est plus compliqué pour des motifs pratiques. Combien y a-t-il de juifs nés avant, pendant et après la seconde guerre mondiale qui aient appris le yiddisch, qui sachent le lire et l'écrire ? Un tout petit nombre. Dans ces conditions, une publication telle que *Freie Gedank* était forcément condamnée à une diffusion très restreinte. Au fur et à mesure que les femmes et les hommes de la génération précédente meurent, les périodiques yiddisch disparaissent d'ailleurs, l'un après l'autre. Prenons mon cas pour exemple. Je suis anarchiste et je suis juif. Même si j'avais connu l'existence de « *Freie Gedank* », comment aurais-je pu lire ce journal et éventuellement lui adresser un article ? C'était tout à fait impossible. Il aurait fallu qu'il soit publié en français. Les lecteurs et les rédacteurs n'auraient alors certainement pas manqué. J'en suis d'autant plus convaincu qu'il existe un précédent. Depuis plusieurs dizaines d'années, les communistes juifs publient en France un journal yiddisch intitulé *Die Naïe Presse* (La Presse Nouvelle). Son audience a été de plus en plus limitée. Depuis le mois de mai dernier, ce journal publie une édition hebdomadaire en langue française qui connaît un succès grandissant. Bien entendu, elle ne défend pas les positions sionistes ou religieuses. Cet exemple n'est-il pas une preuve suffisante ?

« Pour que les Juifs puissent communiquer entre eux et confronter leurs opinions, il leur faut avant tout détruire la tour de Babel... »

— De R. B. (Bouches-du-Rhône) :

« Bien reçu N. et R. La formule du numéro consacré à un thème me semble à utiliser le plus possible.

« Quant à Lecoïn, d'accord. Bien sûr les « grands hommes », ce n'est pas tout, ça présente beaucoup d'inconvénients et de défauts. Mais, en fin de compte, c'est quelquefois plus utile que des mouvements entiers. Mouvements de masse, je veux bien, mais c'est une des plus nobles ambitions de l'anarchisme que de vouloir combiner ces deux forces : l'individualisme et le collectivisme. »

A propos de l'enlèvement du curé Coechea, il va sans dire que notre groupe s'est trouvé totalement solidaire de l'acte courageux de nos camarades espagnols. Cela ne signifie pas, bien entendu, « soutien inconditionnel » à Luis Edo et ses amis pour tout ce qu'ils font ou feront. Mais, en l'occurrence, leur action, de pure propagande anarchiste, s'est révélée efficace et absolument *positive*. Il n'était que d'écouter les réactions autour de soi...

Nous tenions à réaffirmer notre soutien, même moral, à cet acte, non par « activisme », (il n'y eut pas de sang, bravo !) mais par netteté. Voilà qui est fait.